BILAN & PERSPECTIVES



Le conflit impérialiste en Ukraine et la spirale guerrière

L'humanité à la croisée des chemins

NUMÉRO 21 - AUTOMNE 2022

Bilan & Perspectives

n°21 – automne 2022
bulletin théorique et politique
du groupe Bilan & Perspectives,
membre de la Tendance
Communiste Internationaliste

4€ le numéro
ISSN 1623-6890

Sommaire

Situation en France....2
Après les élections : La bourgeoisie en ordre de marche....2
L'économie capitaliste dans la tourmente....4
Manifestations en Iran....8
Voix ouvrières et révoltes en Iran....8
Le hijab, la discipline de travail et le slogan « Femme, vie, liberté »....10
Dossier : guerre impérialiste et internationalisme....16
Les annexions de la Russie en Ukraine marquent un pas supplémentaire vers la guerre impérialiste mondiale....16
Considérations sur la phase actuelle, la guerre et ses conséquences sur la classe....20
La visite de Nancy Pelosi à Taipei ouvre un nouvel épisode de la crise entre les États-Unis et la Chine....31
Les ambivalences de « l'amitié » russo-chinoise....33
Déclaration de NWBCW Montréal....37
Manifester contre la mobilisation, oui ! Se débarrasser du capitalisme qui réclame notre sang, c'est mieux !....40
Rapport sur l'agitation sociale et économique en Ukraine....42
Histoire du mouvement ouvrier....44
NWBCW et le « Bureau international véritable » de 1915....44
Manifeste de la Gauche communiste aux prolétaires d'Europe....52
Nous contacter....57
Catalogue de nos publications en français....58

Situation en France

Après les élections : La bourgeoisie en ordre de marche

Merveille des merveilles de la démocratie. La bourgeoisie française a rapidement tiré les enseignements des crises politiques et sociales qui ont marqué le dernier quinquennat du sieur Macron – du mouvement des Gilets Jaunes aux grandes luttes contre la réforme des retraites, sans oublier le renforcement exceptionnel du totalitarisme bourgeois au moyen du confinement de dizaines de millions de personnes et sa gestion autoritaire de la lutte contre la pandémie. De toute manière la bourgeoisie a agi non pas pour la sauvegarde des populations mais pour la sauvegarde de son économie. En Angleterre, par exemple, c'était plus clair, au départ l'épidémie pouvait courir selon la théorie de « l'immunité collective ». En France, en Italie, les travailleurs dits de « première ligne » pouvaient encore s'entasser dans les métros et les transports en commun, ils n'étaient pas confinés dans la journée afin qu'ils puissent se rendre à leur travail.

Pour la première fois, sans aucune réaction des syndicats et de l'ensemble des partis bourgeois de la droite à la gauche, les droits bourgeois du travail ont été violés sans vergogne jusqu'à suspendre le contrat de travail et le salaire sans prévoir de mesures de simple humanité. Une première ! Et la prochaine fois cela pourrait faire jurisprudence, la voie étant ouverte, il suffira de proclamer la défense de la population, pour recommencer, comme cela a déjà été fait pour les lois exceptionnelles contre le terrorisme qui devaient être exceptionnelles puis ont été inscrites dans la législation ! La bourgeoisie en profite pour améliorer son appareil répressif dans les entreprises.

Et ce n'est pas tout, elle prévoit de renforcer l'État policier par de nouvelles lois et l'embauche de nouveaux escadrons de gendarmerie et de police. La bourgeoisie s'attend à des réactions de la classe ouvrière face à l'aggravation de la situation politique et sociale. Elle aimerait, à la faveur de la guerre, décréter une unité nationale de tous les partis et pouvoir faire payer aux prolétaires les efforts de guerre.

Sur le plan politique, les politologues, à longueur de colonne, nous ont parlé des difficultés du nouvel exécutif pour gouverner avec une majorité affaiblie qui doit faire appel à des parlementaires des autres groupes politiques pour faire adopter ses textes de lois. Il n'en est rien.
C'est au contraire un coup de génie qui s'est passé avec les dernières élections. Les élections présidentielles se sont en définitive terminées comme les précédentes, avec la victoire annoncée d'Emmanuel Macron face à Marine Le Pen avec une augmentation de l'abstention. Mais la bourgeoisie fait mine de la regretter. D'une part, elle comprend que son cirque ne fait plus recette mais d'autre part, elle est tout à fait ravie que les plus démunis ne votent pas comme aux États-Unis où elle fait des pieds et des mains pour que l'électorat noir et latinos, entre autres, ne puisse pas s'inscrire facilement sur les listes électorales. Elle se fout particulièrement des abstentions, cela lui permet de les manipuler plus facilement. Mais elle doit faire croire qu'elle y croit encore mais surtout le faire croire aux ouvriers et aux couches populaires.

Mais le véritable coup de chapeau mérite d'être donné à la « gauche » qui a sorti de nulle part l'invention de la NUPES pour les dernières élections législatives de juin 2022. Le maintien de l'ordre bourgeois paraissait alors précaire - comme cela s'est vu ces dernières années - en l'absence d'une force politique de « gauche ». Sa victoire électorale devrait permettre de détourner les prolétaires de la lutte ouverte contre les capitalistes et leur État pour lui faire croire que la question sociale peut être résolue au Parlement.

C'est exactement ce vide de la « gauche » qu'entend combler la France Insoumise. Mélenchon n'a-t-il pas déclaré que sa victoire rendrait inutiles les luttes et les manifestations ?

Mais aussi, il faut occuper le terrain social au cas où les luttes échapperaient à son contrôle. Les Insoumis préparent des manifestations de rue mais tout cela va être bien encadré, aux dates prévues d'avance, et permettre, en dernier ressort, de canaliser le mécontentement au parlement et derrière ses initiatives plutôt que dans des grèves.

L'on va se trouver dans un cirque politique au parlement pour amuser la galerie et les ouvriers et faire croire que les luttes sont maintenant inutiles. La fraction intelligente de la bourgeoisie qui veut la stabilité politique a compris qu'elle ne pouvait être assurée par « En Marche ». La stabilité politique ne peut pas non plus être assurée par la seule dualité En Marche - extrême droite. Le Rassemblement National a beau se présenter comme le premier «parti ouvrier» et mettre des revendications sociales dans son programme, mais il reste largement étranger au prolétariat comme le démontre son absence lors des luttes ouvrières.

Cet encadrement est d'autant plus nécessaire vu que la situation sociale, aggravée par l'augmentation du coût de la vie, est explosive partout dans le monde et également en Europe. L'inflation est vertigineuse au Royaume-Uni, mieux maîtrisée par les syndicats en Belgique, en Allemagne et en Espagne.

En France, la NUPES prend les devants en appelant mi-octobre à une manifestation pour « confronter cette mauvaise politique » du gouvernement. De leur côté, la FSU appelle, avec la CGT et Solidaires, à la grève et à manifester le 29 septembre. Voilà le rôle de la « gauche », déboussoler les travailleurs et leur pourrir toute efficacité dans les luttes. La bourgeoisie est bien en ordre de marche. Les prolétaires n'ont rien à attendre de ces supplétifs de la bourgeoisie qui leur tirent tout le temps dans les pattes. Ils doivent ne faire confiance qu'en leur organisation de lutte autonome et ne faire confiance qu'en eux-mêmes.

O.V.N.
septembre 2022

L'économie capitaliste dans la tourmente

Après avoir subi un recul historique en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19, l'économie mondiale avait retrouvé en 2021 un niveau de croissance laissant entrevoir un retour au niveau d'activité antérieur. Ce rattrapage ne signifie pas, loin de là, que toutes les séquelles de la pandémie aient été effacées. En 2020, un choc sur l'offre de marchandises a provoqué une rupture durable des chaînes d'approvisionnement, lesquelles sont pleinement intégrées sur le marché mondial. Une pénurie relative frappe toujours les produits semi-transformés en particulier d'origine asiatique, dont dépend la production manufacturière globale.

Outre le contrôle policier exercé sur la population, la politique du « Zéro-Covid » en Chine continue d'entraver la reprise des processus industriels. Dans ces conditions, la reprise passe inévitablement par le renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière : « les entreprises réussissent à maintenir leur activité, en relocalisant leur production sur d'autres sites ou en plaçant les travailleurs essentiels des entreprises dans des bulles (tests, puis isolement dans des quartiers réservés ou sur les sites de production), augmentation des cadences de production et des heures supplémentaires lors de la réouverture des sites »[1].

A peine remise de la pandémie de Covid-19, l'économie mondiale est ensuite entrée dans une nouvelle zone de turbulence. Les premiers chiffres de croissance disponibles pour le premier trimestre 2022 indiquent que la reprise a marqué à nouveau le pas. Dans la zone euro, l'activité a progressé de 0,6 % tandis qu'elle reculait aux États-Unis. L'activité a stagné en France, une situation traduisant en partie les effets de l'inflation galopante : la consommation des ménages aurait reculé de 1,5 % au premier trimestre.

Certes, la hausse des prix de l'énergie a été contenue par une politique active de l'État (bouclier tarifaire et remise sur le prix des carburants) si on la compare aux hausses plus spectaculaires constatées dans d'autres pays d'Europe. L'inflation s'établirait ainsi en France à 5,4 %, mais ce taux moyen ne reflète pas des hausses de prix beaucoup plus importantes pour les biens de consommation courante, notamment alimentaires.

Seul au vert parmi les autres indicateurs économiques, le niveau de l'emploi resterait élevé malgré le ralentissement de l'activité (7,4%). L'INSEE pronostique ainsi un solde positif de 305 000 emplois créés en 2022, notamment des contrats précaires, des CDD et dans les petites entreprises. Dans des secteurs tels que le transport, l'hôtellerie-restauration et les services, le patronat se plaint même de pénuries de main-d'œuvre, faignant d'ignorer quelles conditions d'exploitation il réserve aux prolétaires qu'il emploie. Une résistance diffuse semble expliquer en partie la situation, bien qu'il soit exagéré de parler de « Grande Démission » par analogie avec le phénomène du *Big Quit* aux États-Unis. Outre le trucage de la réalité par les biais statistiques, il faut avancer un autre facteur explicatif pour rendre compte d'un taux de chômage encore limité : le rôle actif de l'État pour amortir les effets de la crise. La création d'emploi est largement biberonnée aux aides gouvernementales. A titre d'exemple, la signature de contrats d'apprentissage et d'alternance est assortie de primes allant de 5000 à 8000€. Pour le troisième trimestre 2022, ces contrats représenteraient jusqu'au tiers des emplois créés[2] !

1 Département analyse et prévision, Éric Heyer et Xavier Timbeau (dirs.). « L'économie mondiale sous les chocs ». *Revue de l'OFCE.* N°177. 2022/2. p. 20.

2 « Pourquoi l'emploi résiste malgré le coup de frein de l'activité ». *La Tribune*. 8 octobre 2022. n°7482.

Limites du capitalisme d'État

Résumée à grands traits, la situation apparaît comme très instable, imprévisible et étroitement corrélée au développement du conflit en Ukraine. Celui-ci joue un rôle de première grandeur dans la reprise de l'inflation, en accélérant une tendance déjà amorcée auparavant. La guerre en Europe de l'Est a donné un puissant coup d'accélérateur à la repolarisation du monde, ce qui rend très difficile de déterminer quels seront les effets prochains de la guerre impérialiste sur la sphère économique.

Par suite, il faut souligner que l'intervention de l'État se trouve largement paralysée et dépendante d'affrontements qui se situent en-dehors de sa portée. Même si l'intervention étatique s'est montrée extrêmement active et sophistiquée pour absorber les crises, ses moyens ne sont pas illimités. Après le choc de 2008-2009 et la politique de « quoi qu'il en coûte » en 2020-2021, le niveau de l'endettement public en France a franchi de nouveaux paliers. Le déficit public moyen s'est élevé de 4,2 points de PIB par rapport à 2019.

D'autre part, il faut noter que l'économie capitaliste est soumise à la conjonction de deux phénomènes : récession + inflation, dont le traitement par la politique monétaire relève de méthodes diamétralement opposées. En période de récession, les Banques centrales baissent traditionnellement les taux d'intérêt et les gouvernements s'endettent pour relancer la demande. Ces deux leviers conduisent mécaniquement à la hausse des prix, alimentant la spirale inflationniste qu'il faudrait par ailleurs enrayer.

De ce fait, les Banques centrales ont pris l'option inverse consistant à augmenter les taux d'intérêt pour freiner la demande et atténuer l'inflation. Cette option apparaît elle-même hautement inefficace dans la mesure où elle n'agit pas sur les causes immédiates de l'inflation, celle-ci ayant pour origine non l'augmentation de la demande de marchandises mais, comme nous l'avons rappelé, un « choc d'offre ». « (…) [L]'impact des hausses de taux directeurs sur l'inflation est incertain si celle-ci résulte principalement des prix de l'énergie ou des contraintes d'approvisionnement. Dans ce cas, la hausse des taux réduira la demande et par ce biais l'inflation mais aurait peu d'effet sur les prix du pétrole ou du gaz. En outre, un impact négatif sur la demande domestique amplifierait les effets négatifs des chocs sur la croissance »[3].

Dernière illustration des contradictions à l'œuvre : le couplage entre inflation et baisse d'activité aggrave rapidement les conditions d'exploitation d'une grande partie de la population salariée. La baisse des salaires réels contribue sans aucun doute à la reprise constatée de la combativité dans une partie du prolétariat, comme l'a illustré la multiplication des grèves en Grande-Bretagne depuis le début de l'année 2022. Si les révolutionnaires doivent se garder d'un optimisme et d'un volontarisme infondés, ils ne peuvent que se réjouir des sombres prévisions des économistes bourgeois devant la menace d'une reprise des luttes. Ces derniers alertent ainsi sur le cercle vicieux prix – salaires. « Un tel scénario pourrait être envisageable si la hausse de l'inflation poussait les salariés à revendiquer des augmentations de salaire pour compenser les pertes de pouvoir d'achat, ce qui alimenterait l'inflation par un effet de second tour si les entreprises répercutaient ces hausses dans leurs prix pour conserver leurs marges. L'enclenchement de la boucle prix-salaire dépendra des anticipations d'inflation à plus long terme mais aussi des éventuelles tensions sur le marché du travail. De même, les entreprises augmenteront leur prix si elles anticipent que l'inflation sera plus élevée »[4].

3 Département analyse et prévision, Éric Heyer et Xavier Timbeau (dirs.). *Ibidem*. p. 17.
4 Département analyse et prévision, Éric Heyer et Xavier Timbeau (dirs.). *Ibidem*. p. 38.

Des grèves multiples mais isolées et cadenassées par les syndicats « combatifs»

Depuis septembre, on assiste à la multiplication de mouvements, de grèves et débrayages divers, jusqu'au déclenchement retentissant du blocage de la production et de la distribution de carburants. La reconduction de la grève à TotalEnergies et ExxonMobil a donné lieu à un exercice bien connu de partage des rôles entre les syndicats les plus collaborateurs, tels que la CFDT qui s'est ruée aux négociations, et les syndicats « de lutte ». Ces derniers ont organisé une première journée de grève « interprofessionnelle » le 29 septembre, puis une deuxième le 18 octobre qui leur permettait de brandir le chiffon rouge de la généralisation de la grève, par jonction avec celle qui était reconduite dans la pétrochimie et la production électro-nucléaire.

Les arrêtés gouvernementaux de réquisition de personnel et la vindicte de certains représentants de la haute bourgeoisie contre la grève, ajoutées aux rodomontades des syndicats, semblent avoir remis en selle le syndicalisme et en particulier la CGT. Il faut dire qu'elle partait de très loin. En 2018, le mouvement des Gilets jaunes s'était largement développé sinon en opposition, du moins en dehors de ces organisations intégrées à l'appareil de gestion du travail salarié. Le conflit avorté sur la question des retraites puis la crise de Covid-19 avaient confirmé la perte de vitesse du syndicalisme « de lutte », dont les manœuvres destinées à atténuer et canaliser les antagonismes de classes sont pourtant indispensables au maintien de la paix sociale.

Le 18 octobre, nous avons assisté à un morcellement savamment organisé des regroupements de prolétaires. Dans une ville moyenne comme St Nazaire, pas moins de 7 rassemblements et AG étaient convoqués de façon séparée et simultanée (Navale, Airbus, éducation, impôts, SNCF, raffinerie, CPAM) sans qu'aucune manifestation commune ne vienne justifier la tonalité « interprofessionnelle » de l'appel. On ne peut voir dans celui-ci autre chose qu'une entreprise de démoralisation des ouvriers combatifs, secteur par secteur, entreprise par entreprise.

Nos orientations

L'évolution de la crise capitaliste tendra, sans aucun doute, à précipiter de plus larges fractions du prolétariat dans la lutte sociale. Pour se défendre, elles auront à employer de tout autres moyens que ceux des syndicats, afin d'étendre, de généraliser, et d'organiser les luttes. Ces moyens comprennent :

- la nécessité de la grève de masse,
- la mise en place de véritables comités de lutte pour assurer la prise en main du combat par les prolétaires eux-mêmes,
- la recherche urgente de l'extension du mouvement aux lieux de travail voisins, en rupture avec l'enfermement corporatiste.

Même s'il ne faut se faire aucune illusion sur les mobilisations pilotées par les syndicats, notre pratique ne consiste nullement à déserter ce terrain. Comme d'autres organisations de la Gauche communiste, nous affirmons que ce serait une erreur de s'abstenir de faire grève ou d'y intervenir par nos tracts et prises de parole.

Tout en encourageant la lutte, notre position consiste à dénoncer le rôle des syndicats en soutenant de façon positive une orientation véritablement anticapitaliste. *Cet effort d'intervention doit également être dirigé, de façon prioritaire, en direction d'éléments aujourd'hui isolés et dispersés qui, par leur cheminement et leur réflexion, ont acquis une plus grande conscience de classe. C'est avec eux et*

leur organisation en parti révolutionnaire que la classe tout entière réalisera des progrès décisifs dans le sens de son autonomie vis-à-vis de la classe opposée.

Notre perspective communiste se déduit non de nos souhaits, mais de la réalité matérielle critique du capitalisme. Celle-ci est le champ de la dialectique historique, qu'illustre la fameuse « taupe » de l'histoire : elle creuse encore et toujours, de même que les contradictions du capital préparent, encore et toujours, le terrain aux antagonismes de classes.

Octobre 2022
Vincent



Manifestations en Iran

Voix ouvrières et révoltes en Iran

Pour protester contre la mort d'une jeune femme, Mahsa Amini, arrêtée par la « police des mœurs » à Téhéran pour ne pas avoir porté correctement le hijab, nous assistons depuis 5 semaines à des manifestations continues dans tout le pays, avec comme d'habitude une réponse de plus en plus barbare de la part de la République islamique d'Iran.

Jusqu'à présent, il a été signalé que 200 personnes sont mortes, des centaines blessées et que des milliers ont été arrêtées. La nature et l'ampleur de ces manifestations ont pris tout le monde par surprise, en particulier ceux qui vivent de ces surprises ! À savoir les médias grand public, les célébrités, les activistes de la classe moyenne... et bien d'autres encore, au point de la qualifier de « première révolution féministe de notre temps ».

Mais maintenant les ouvriers de la raffinerie pétrochimique d'Assalouyeh, dans la province de Bouchehr, manifestaient début octobre en scandant « Mort au dictateur! » (10 octobre 2022.AFP) Et, depuis, des milliers d'autres ouvriers du pétrole ont rallié le mouvement de contestation. C'est une menace directe pour le régime des mollahs. Le pétrole est la principale source de revenus.
Selon *IranWire*, un média iranien critique du régime, « une série de grèves sur plusieurs sites [pétroliers] à travers l'Iran » ont déjà eu lieu lundi 10 octobre. « Plus de 4 000 travailleurs étaient en grève, affectant [...] les raffineries pétrochimiques de Bouchehr et d'Assalouyeh [...] et une partie de la raffinerie d'Abadan ».

Les luttes des ouvriers se généralise comme le raconte *Iranwire* :

> Mardi [18 octobre], les travailleurs d'industries vitales comme le pétrole et le gaz, l'acier et la canne à sucre étaient en grève ou sur le point de passer à l'action dans trois provinces d'Iran.Les médias sociaux ont révélé des grèves dans l'usine de pneus de Kian, le complexe sidérurgique de Ghadir dans la province de Fars, et certaines parties de l'industrie pétrolière et gazière à Bushehr, Assalouyeh, Abadan et Bandar Abbas.
> La raffinerie et les industries pétrochimiques associées à Assalouyeh sont une source centrale et vitale de revenus pour l'État. Mais le conseil d'organisation des travailleurs contractuels de l'industrie pétrolière a averti le gouvernement la semaine dernière qu'il se mettrait en grève si les forces de sécurité continuaient à réprimer les protestations.
> Les grèves des travailleurs du pétrole ont joué un rôle essentiel dans la révolution islamique de 1979, qui a conduit à la chute du Shah. Si la grève des travailleurs du pétrole se poursuit pendant une période prolongée, elle pourrait causer des dommages importants à la stabilité du régime actuel. Toutefois, cela dépendra de

plusieurs facteurs, tels que la technicité des participants à la grève et la manière dont les travailleurs s'organisent.

La révolte semble gagner pour l'instant timidement chez les voisins de l'Iran. Les monarchies du Golfe tremblent, pour elles le soulèvement à Téhéran n'existe pas : aucun prince d'Arabie, aucun émir du Golfe n'ose évoquer en public ces manifestations qui, depuis un mois, font vaciller leur pire ennemi. *The National*, quotidien d'Abou Dhabi, dénonce ainsi un quasi silence complice de l'Occident, trop occupé à ménager le désormais très hypothétique accord sur le nucléaire iranien et peut être des ventes de pétrole alors que l'Europe est sous pression énergétique pour cet hiver.

Nous publions, ci-après, les traductions de deux déclarations, celles du Syndicat des travailleurs de la canne à sucre de Haft Tappeh et celle du Conseil pour l'Organisation des Manifestations des Travailleurs contractuels du Pétrole.

Condamnation du meurtre de "Zhina" Amini

Mahsa "Zhina" Amini, une jeune fille de 22 ans originaire de Saqqez, a été arrêtée par la « police des mœurs » à la station de métro Haghani à Téhéran le 13 septembre. Deux heures plus tard, son corps à moitié mort a été livré à l'hôpital de Kasra. Malheureusement, "Zhina" Amini est décédée dans la soirée du vendredi 16 septembre à l'hôpital des suites d'une lésion cérébrale.
Ce n'est pas la première fois que les femmes de notre société sont battues et arrêtées, ce n'est pas la première fois que la douce vie des femmes et des filles de ce pays est soumise à des politiques antiféministes et patriarcales, et malheureusement, tant que le capitalisme et le patriarcat prévaudront, nous serons à nouveau témoins de telles tragédies.
Mais les opprimés du Kurdistan et d'autres villes d'Iran, les étudiants et les femmes combattantes, ont montré par leurs protestations qu'ils s'opposeront à ce meurtre systématique.
Les hommes et les femmes opprimés savent qu'avec l'unité, la solidarité et la lutte continue, ils peuvent mettre fin à cette oppression et à cette discrimination afin que les maîtres de la violence et de l'oppression ne puissent plus tuer nos enfants.
Le Syndicat des travailleurs de la canne à sucre de Haft Tappeh exprime ses condoléances à la famille de "Zhina" Amini et partage leur chagrin pour la perte de leur enfant bien-aimé.

Le Syndicat des travailleurs de la canne à sucre de Haft Tappeh condamne le meurtre de "Zhina" Amini et exige l'identification et la punition des auteurs de ce crime et demande l'annulation de toutes les lois anti-femmes.

Syndicat des travailleurs de la canne à sucre de Haft Tappeh

Déclaration en soutien aux manifestations populaires et contre les répressions gouvernementales en Iran

Nous, les travailleurs de l'industrie pétrolière, ainsi que tout le peuple iranien, exprimons une fois de plus notre colère et notre haine envers le meurtre d'une jeune fille, Mahsa Amini, aux mains de la « police des mœurs ». Nous soutenons la lutte du peuple contre la violence organisée contre les femmes, contre la pauvreté et l'insécurité, l'enfer qui a été créé. Mahsa et d'autres comme elle sont nos filles et des membres de notre famille. Combien de temps encore la violence contre les femmes et la domination de la rue sous le prétexte du hijab vont-elles se poursuivre ? Pendant combien de temps devrons-nous souffrir de la faim et de l'insécurité ? Trop, c'est trop ! Protester est le droit inaliénable des travailleurs et de tous les peuples. Nous protestons contre

l'oppression et la persécution qui nous sont infligées depuis plus de quarante ans. Nous ne sommes plus disposés à continuer à tolérer cet esclavage et cette injustice.

Nous, les travailleurs du pétrole, avertissons que si les arrestations, les meurtres, le harcèlement et la persécution des femmes en raison du hijab ne cessent pas, et si la répression des personnes ne prend pas fin, nous ne resterons pas silencieux. Ensemble, avec tout le monde, nous allons protester et cesser de travailler. Écoutez ce que nous et le peuple disons. Nous vous mettons en garde.

Conseil pour l'organisation des protestations des travailleurs contractuels du pétrole, 26 septembre 2022

Le hijab, la discipline de travail et le slogan « Femme, vie, liberté »

Comment cela a-t-il commencé ?

Le mardi 13 septembre, Mahsa Amini (Zhina), une Iranienne de 22 ans originaire de la ville de Saqqez, dans la province du Kurdistan occidental, qui était en visite à Téhéran avec son frère, a été arrêtée par la « police des mœurs ». Peu après son arrestation, elle a subi une fracture du crâne et des lésions cérébrales après avoir été battue par les agents de cette police. Trois jours plus tard, le 16 septembre, elle est décédée à l'hôpital Kasra de Téhéran.

Le régime a ensuite tenté d'obliger la famille de Mahsa à organiser la cérémonie funéraire loin des yeux du public, en privé, en recourant à la force et à la corruption. Cependant, la famille de Mahsa Amini n'a pas cédé à ces pressions. Lors de sa cérémonie dans un cimetière de la ville de Saqqez, les femmes ont enlevé leur foulard en signe de protestation, et tous les participants, hommes et femmes, ont exprimé leur colère en scandant des slogans hostiles au régime. Cet événement a suscité un tel engouement qu'il s'est rapidement propagé à de nombreuses villes d'Iran, le reste appartient à l'histoire.

Comme d'habitude, la réponse du régime a été rapide et brutale. À ce jour, 200 personnes ont été assassinées, dont 23 jeunes adolescents, des centaines ont été blessées et des milliers arrêtées. Dans la seule ville de Zahedan, dans la province du Baloutchistan, au sud-est du pays, on compte 86 morts. À l'heure où nous écrivons ces lignes, c'est-à-dire le 9 octobre, les manifestations se poursuivent. À l'appel du Conseil de coordination des organisations syndicales des enseignants iraniens, de plus en plus d'élèves ont rejoint les manifestations, et toutes les écoles et universités sont le théâtre d'affrontements entre les manifestants et les agents de la sécurité et en civil.
Ces manifestations ont non seulement attiré l'attention de la population et des médias nationaux en Iran, mais elles ont également fait la une de l'actualité mondiale hors d'Iran. Les 1er et 2 octobre, les Iraniens vivant à l'étranger ont participé à l'une des plus grandes manifestations contre la République islamique dans de nombreuses villes du monde. Rien qu'à Toronto, au Canada, 50 000 personnes ont participé à la marche.

... Comment la mort d'une jeune femme a-t-elle attiré une telle attention et pourquoi ?

Le simple fait d'arrêter quelqu'une pour ne pas avoir respecté le code vestimentaire et de dire à son frère, qui était avec elle à ce moment-là, qu'ils l'emmènent au poste de la « police des mœurs » pour une heure de briefing et d'information, puis de remettre le corps à la famille deux jours plus tard, est bien sûr douloureux pour tout le monde, et encore plus pour le peuple d'une société où, depuis plus de 40 ans, les femmes sont privées du droit fondamental de la liberté de choisir comment s'habiller. C'est sans doute la raison fondamentale qui a poussé la plupart des manifestants à descendre dans la rue.

Pour nous, l'affaire ne s'arrête pas là, parce que certains des manifestants qui agitent des drapeaux, tant au niveau national qu'international, ne sont pas seulement des consciences humaines soi-disant « éclairées », mais aussi des institutions, des organisations, des célébrités et des médias grand public qui, comme toutes les preuves et les expériences passées le démontrent, exploitent la situation, conformément à leurs intérêts personnels et de classe. Il est vrai qu'ils ne sont peut-être pas directement responsables, mais ils contribuent indirectement et de manière significative à ce processus.

Des dizaines de milliers d'Iraniens manifestent dans différents pays en solidarité avec les manifestants en Iran, mais seuls ceux qui veulent plus de sanctions contre l'Iran se distinguent et reçoivent l'attention des médias ! Des sanctions contre ceux-là mêmes qui sont censés être défendus ! Lorsque l'épouse de Reza Pahlavi, dernier prince héritier d'Iran, tient une pancarte « Femme, vie, liberté » au rassemblement de Paris, avec d'autres manifestants qui scandent « Mort à l'oppresseur, qu'il s'agisse d'un roi ou d'un dirigeant », puis que ses gardes du corps et ses partisans scandent « Mort à Staline, Mort à Lénine », ou lorsque tout à coup les chutes du Niagara sont illuminées du drapeau iranien pendant 22 minutes en signe des 22 années de vie de Mahsa, alors ... il devient clair que le problème n'est pas seulement la mort de Mahsa Amini, mais que des intérêts de classe et d'autres gains sont en jeu. Non, non, il n'y a pas de conspiration ici, au contraire, les meurtres, harcèlements, arrestations, emprisonnements, ... tout cela a eu lieu en Iran au cours de plusieurs années assez « régulièrement » et d'une manière très organisée.

Derrière toutes les paroles humanitaires, derrière les sentiments sentimentaux des célébrités, derrière les démonstrations, les peintures, les chants et les hymnes ... ce qui reste caché, ce qui ne s'exprime pas ou est empêché de s'exprimer, c'est l'existence du conflit de classe. Dans ces relations sociales, non seulement l'épouse oisive de Reza Pahlavi, non seulement les célébrités de la République islamique, mais aussi d'autres États et institutions, ont des intérêts et des gains auxquels il faut penser et réagir. Leur style de vie luxueux et somptueux ne repose sur rien de moins que l'exploitation de personnes comme Mahsa Amini. Leurs « bonnes intentions » ne feront rien d'autre que d'ouvrir la voie à l'enfer, l'enfer même que vit aujourd'hui la classe ouvrière en Iran.

> *Nous commettons constamment l'erreur en Russie de juger les slogans et les tactiques d'un certain parti ou groupe, de juger leur tendance générale, par les intentions ou les motifs que ce groupe revendique pour lui-même. Un tel jugement est sans valeur. Le chemin de l'enfer - comme on l'a dit il y a longtemps - est pavé de bonnes intentions. Ce ne sont pas les intentions, les motifs ou les mots, mais la situation objective, indépendante de ceux-ci, qui détermine le sort et la signification des slogans, de la tactique ou, en général, de la tendance d'un parti ou d'un groupe donné. ... Le prolétariat ne peut accomplir son devoir démocratique, servir de contingent avancé, rendre service, éduquer et consolider les masses populaires autrement que par une lutte décisive contre les liquidateurs, qui, en fait, sont complètement dépendants du libéralisme. Les*

libéraux, eux aussi, jouent fréquemment les radicaux à la tribune de la Douma et le font aussi bien que les divers éléments quasi-marxistes ou hésitants, mais cela n'empêche pas les libéraux de combattre (avec l'aide des liquidateurs) les aspirations démocratiques des masses en dehors de la Douma !

Lénine, paroles et actes, 1913

Oui, ce sont encore les caractéristiques de notre époque, l'ère de la décadence capitaliste, l'ère de l'impérialisme et de la mondialisation.

Conflits de classes et rivalités impérialistes

Le compte-rendu des derniers événements, tel qu'il est fait par les grands médias occidentaux et les intellectuels de la classe moyenne, occulte en grande partie les causes véritables des manifestations de masse. Pour créer une telle image, certains faits sont cachés sous le tapis pour dissimuler le facteur principal dans leur apparition. Selon les porte-paroles de la bourgeoisie, le régime régressif de la République islamique ne reconnaît pas les droits des femmes en raison de son manque d'engagement envers la « démocratie ». La République islamique, de manière médiévale, prive les femmes de leurs droits fondamentaux, tels que le libre choix de leur tenue vestimentaire sous la surveillance constante de la « police des mœurs ».

Mais ces messieurs n'ont jamais pensé, ou ne se sont jamais posé la question, que si Mahsa n'était pas issue d'une famille ouvrière et ne devait pas se déplacer en métro comme des millions d'autres travailleurs et ouvriers, que si elle vivait dans le nord de Téhéran et se déplaçait en voiture... aurait-elle quand même été arrêtée ? Aurait-elle été arrêtée si elle avait vécu dans un quartier riche ? La « police des mœurs » n'aurait même pas osé l'arrêter, et encore moins la tabasser. Il est de notoriété publique que dans les quartiers aisés, plus la zone est prospère, moins la « police des mœurs » y patrouille. Ce n'est un secret pour personne que lors des fêtes et des célébrations qui ont lieu dans ces quartiers, il n'y a aucun signe de hijab, des fêtes mixtes sont organisées au bord de la piscine, les femmes en bikini boivent de l'alcool librement. La « police des mœurs » est certainement au courant, mais par peur des « notables » elle n'oserait même pas s'approcher de ces zones. Dans le cas improbable où elle le ferait, elle serait renvoyée en quelques secondes par la grâce de pots-de-vin qui, pour ces « notables » sont dérisoires.

Observons que les mêmes médias et intellectuels adoptent, dans d'autres régions, un point de vue qui pourrait paraître opposé à celui-ci. Chaque fois que leurs intérêts l'exigent, sous couvert de « diversité ethnique », de « multiculturalisme » et de formulations propres au politiquement correct, ils défendent le port du hijab qu'ils se font forts de condamner ailleurs.

En ce qui concerne la position hypocrite des gouvernements occidentaux, la liste est longue, nous ne mentionnons que quelques exemples ci-dessous :

- Tony Blair, ancien Premier ministre britannique, a déclaré : « La vérité de la question est [que] si la révolution [islamique] s'effondre et que l'Iran change, ce sera la chose la plus libératrice pour la région [du Moyen-Orient] »[5]. Venant de quelqu'un qui a joué un rôle majeur dans la destruction de l'Irak et du Moyen-Orient !
- Trump : « Je me suis retiré du désastreux accord sur le nucléaire iranien, et en ce moment même, alors que nous parlons, le peuple iranien proteste courageusement contre son régime brutal et corrompu. Ils ont courageusement affronté la violence, la persécution,

5 https://twitter.com/KasraAarabi/status/1576262751428653056

l'emprisonnement, la torture et même la mort. Nous sommes avec vous, peuple d'Iran, et nous serons toujours avec vous ». Pourtant, il n'y a pas si longtemps, lorsque la pression maximale - causant d'immenses difficultés au peuple iranien - n'a pas réussi à amener le régime à la table des négociations, il avait proposé de rendre « l'Iran à nouveau Grand » sous la même direction.

- Alors que deux représentantes du parlement belge se sont coupées les cheveux au parlement en signe de solidarité avec les femmes iraniennes, au même moment, le parlement belge se préparait à la libération du terroriste de la République islamique arrêté pendant qu'il commettait un crime. Le tribunal fournissait à l'occasion une base légale pour l'échange de prisonniers d'Asadollah Assadi avec l'Iran[6].
- Claudia Tenney, républicaine à la Chambre des représentant des États-Unis, a proclamé sa solidarité avec les manifestations : « Au courageux peuple iranien : nous vous entendons, nous vous soutenons, et nous prions pour vous »[7].
- Tout comme le milliardaire britannique Richard Branson : « Il est stimulant de voir des femmes et des filles courageuses manifester dans les rues d'Iran et défendre leur liberté. Leurs voix méritent d'être entendues, et nous devrions tous raconter leurs histoires »[8].

L'hypocrisie de ces déclarations est au comble si nous y ajoutons ce qui est dit dans les médias du camp opposé, c'est-à-dire en Iran même, en Chine et en Russie, c'est-à-dire autour du soi-disant « axe de la résistance ». D'une manière différente et grossière, ces pays truquent la réalité. Dans leurs médias, la mort de Mahsa est considérée comme un incident mineur et les protestations contre cette mort sont considérées comme des provocation de la part de quelques adolescents iraniens appuyés par des forces étrangères, qui auraient utilisé la mort d'une jeune fille comme une excuse pour saper « l'indépendance » de la République islamique d'Iran et ses réalisations.

> *Selon le rapport médico-légal, cité vendredi par l'agence de presse officielle iranienne IRNA, la mort d'Amini n'a "pas été causée par un coup porté à la tête ou aux organes vitaux du corps". Le document indique qu'Amini souffrait d'affections sous-jacentes résultant d'une intervention chirurgicale sur une tumeur cérébrale bénigne qu'elle avait subie lorsqu'elle avait huit ans.*[9]

Dans une autre version, ces médias renversent la réalité sens dessus dessous et produisent des scénarios fantasques :

> *Mahsa Amini était une terroriste qui coopérait avec Israël. Elle s'était rendue au poste de police avec l'intention de se suicider pour mettre le feu à l'Iran et à la région, et selon certaines informations, elle aurait pris la pilule de suicide.*[10]

Si l'on n'aborde pas les particularités de l'époque dans laquelle de tels mouvements se forment, c'est-à-dire l'époque de la concurrence impérialiste intense dans le contexte d'une crise économique profonde qui a pénétré dans tous les aspects de la vie, la réalité reste méconnaissable. Plus important encore, il faut observer qu'en l'état ce mouvement, malgré toutes les difficultés qu'il rencontre et les sacrifices qu'il implique, ne pourra dans le « meilleur » des cas que servir de marchepied à une autre fraction de la bourgeoisie, laissant intactes les bases de la société.

---

6 https://www.bbc.com/persian/iran-63139661
7 https://twitter.com/RepTenney/status/1577987794030428160
8 https://twitter.com/richardbranson/status/1577675668384583680
9 Source RFI, https://bit.ly/3CLAfgA
10 Source Russia Today, https://www.rt.com/news/564240-mahsa-amini-death-cause/

Le mouvement « Femme, Vie, Liberté » et ses caractéristiques

Ce n'est un secret pour personne que la majorité de ceux qui luttent contre les forces répressives de la République islamique dans les rues de l'Iran aujourd'hui et ont mis leur vie en danger sont issus de la classe ouvrière. Il est également évident que ce mouvement a fait un grand pas en avant par rapport aux protestations précédentes. Pour la première fois, ce mouvement a complètement mis de côté les slogans religieux. Dans une certaine mesure, bien que très faiblement, ce mouvement s'est coupé des factions gouvernementales connues, des réformistes et des partisans de la ligne dure. En raison du sexe de Mahsa Amini et de son origine kurde, ce mouvement a franchi les frontières de la ségrégation sexuelle et ethnique. En raison de la question du hijab, il a traversé les frontières nationales et a mobilisé la solidarité entre les femmes des pays musulmans de la région[11]. Les dirigeants du Moyen-Orient comme le régime iranien sont terrifiés par le slogan mondial « Femme, vie, liberté »[12]. Dans certains cas, comme avec le slogan « Mort à l'oppresseur, qu'il s'agisse d'un roi ou d'un dirigeant », le mouvement a adopté un point de vue de classe bien qu'avec de nombreuses limitations. Il a mis en évidence dans la conscience publique l'oppression des femmes.

On pourrait penser qu'aucun mouvement ne peut se priver du soutien que des personnes extérieures peuvent lui apporter. Cependant, si ce soutien nuit aux revendications de classe des manifestants, crée des obstacles au développement de la lutte voire consolide les illusions qu'elle véhicule, il doit être rejeté. Si une « personnalité » veut soutenir ce mouvement pour quelque raison que ce soit, libre à elle ! Mais il est presque certain que, si le mouvement prend un caractère de classe, ce soutien diminuera. Aucune lutte ne doit donc dépendre de ce genre de soutien. La présence admirable d'un groupe d'activistes ouvriers de Haft Tappeh sur la tombe de Mahsa Amini et à sa maison, pour manifester leur sympathie à la famille de Mahsa Amini et aussi pour exprimer leur solidarité avec les manifestants, malgré l'environnement sécuritaire très serré, a apporté un autre type de soutien, d'une nature plus considérable[13].

Si ce mouvement ne se relie pas aux révoltes ouvrières et aux grèves, comme l'ont suggéré à juste titre de nombreux militants qui ont adopté le slogan « Pain, travail, liberté - pouvoir des conseils », les prochaines étapes, même pour l'obtention de quelques concessions de la part du régime, seront très difficiles voire impossibles. Par conséquent, le dépassement du capitalisme devrait être au centre de chaque discours et position politique.

La lutte des classes est le seul moyen de sortir de l'enfer capitaliste

« Si Dieu est mort, tout est permis », a noté Dostoïevski. Dans l'Iran d'aujourd'hui, c'est le contraire, selon les paroles de Dieu (l'Ayatollah) non seulement tout est permis, mais en fait Dieu est vivant !

Le 28 juin 2022, l'Ayatollah Khamenei, dans son discours à l'occasion de la Journée du pouvoir judiciaire, a énoncé la raison de la survie de la République islamique au cours des quarante dernières années. Il a récité les « Traditions divines » et a expliqué :

> *En 1980, nous avons été capables de nous tenir debout et de décevoir l'ennemi face à tous ces incidents et avec la gravité de la situation, nous pouvons encore le faire aujourd'hui ; le Dieu de*

11 https://twitter.com/KhiabanTribune/status/1578619577692741633
12 https://www.lemonde.fr/en/opinion/article/2022/10/07/the-middle-east-turns-a-blind-eye-to-the-iranian-uprising_5999518_23.html
13 https://twitter.com/Ebrahim_abasi_/status/1575053287354572800

l'année 80 est le même Dieu de cette année ; Le Dieu des temps difficiles et des temps différents est le même, toutes les traditions divines sont à leur place.[14]

L'Ayatollah Khamenei, conscient de la situation désastreuse et préoccupé par l'agitation au sein de la classe ouvrière et la désintégration dans ses rangs, appelle une fois de plus Allah tout-puissant à l'aide. Dans les années 1980, le fondateur de la République islamique avait, par le même appel, ordonné l'exécution de milliers de personnes qui avaient rejeté son pouvoir. De même, quelques mois seulement après le soulèvement de 1979, en faisant appel au même Allah, le hijab islamique a été déclaré obligatoire. La plupart des analyses libérales et gauchistes de l'époque, qui sont encore utilisées aujourd'hui, attribuaient cette mesure du hijab obligatoire à la stratification du clergé et à l'arriération de la société. Mais le temps a montré que le hijab obligatoire, pour le capital, avait été adopté pour discipliner la main-d'œuvre, celle-là même qui s'organisait en chouras (soviets) après le soulèvement de 1979. Les travailleurs n'étaient plus prêts à se soumettre aux conditions d'exploitation du passé, ce qui a obligé le capital, tout comme il avait confisqué la révolution au nom de la révolution, à ramener la discipline dans le pays par des décrets divins. Ce que Khomeiny lui-même ou l'ensemble des clercs pensaient en appliquant ces règles ne fait pas la moindre différence. Ce qui était important, et qui est toujours vrai, c'est le fait que le Dieu du capital apparaîtra sous n'importe quelle forme et sous n'importe quel nom nécessaire pour protéger le capital. Maintenant que les enfants et petits-enfants de ces mêmes travailleurs luttent contre ce joug, le Dieu des années 1980 a été appelé à nouveau pour faire descendre la racaille policière dans les rues pour réprimer.

Dans les jours à venir nous verrons probablement d'autres manifestations mais la répression se poursuivra, avec plus de violence et d'arrestations. L'appel du conseil de coordination des enseignants, au onzième jour des protestations, a eu un effet positif et a amené davantage d'étudiants sur les places. L'idée d'une grève générale parmi les militants circule. À l'heure où nous écrivons ces lignes, des militants distribuent des tracts pour « associer la grève aux manifestations ». Un grand nombre de dirigeants et de militants ouvriers est en prison, mais un nouveau chapitre a commencé : l'islam politique a été frappé par les manifestants et la portée de cet assaut peut s'étendre non seulement à l'Iran mais à toute la région. Ce mouvement est porteur d'un potentiel pouvant favoriser la lutte de classes. Ce potentiel ne pourra se déployer que dans la mesure où la lutte s'étendra et se développera, dans le sens que nous avons indiqué. Nous l'analyserons plus en détail dans une prochaine publication.

Damoon Saadati, Communist Workers' Organisation
9 octobre 2022

14 http://www.ensafnews.com/354898

Dossier : guerre impérialiste et internationalisme

Les annexions de la Russie en Ukraine marquent un pas supplémentaire vers la guerre impérialiste mondiale



La roulette russe nucléaire...

Le 21 septembre, sous la pression de la contre-offensive ukrainienne, Poutine a prononcé un discours dans lequel il a fait deux annonces clés. La première était la déclaration d'une « mobilisation partielle » de 300 000 réservistes militaires destinés à la guerre en Ukraine. Cela a provoqué des protestations remarquables par leur ampleur, leur durée et leur extension géographique dans l'atmosphère de répression qui règne en Russie. La guerre se rapproche de la maison pour les travailleurs russes, qui ont plus de mal à quitter le pays que leurs homologues petits-bourgeois et plus riches qui l'ont déjà fait. La deuxième annonce a été la déclaration de référendums pour rejoindre la Russie dans quatre territoires partiellement contrôlés par la Russie en Ukraine, à savoir : Donetsk, Lougansk, Kherson et Zaphorizhia. En l'espace d'une semaine, les pseudo-référendums ont été organisés par la classe dirigeante russe et, surprise ! ils ont donné lieu à d'énormes majorités en faveur de l'adhésion ! Une semaine plus tard, tous les traités officiels relatifs à l'annexion de ces provinces ont été signés et ratifiés par la Russie. Les chefs de ces provinces ont été nommés par la Russie.

Outre le fait que le discours de Poutine marque la reconnaissance par la classe dirigeante russe de l'affaiblissement de ses performances sur le champ de bataille, l'annexion de ces territoires nous a fait faire un pas en avant vers une généralisation du conflit et potentiellement la guerre nucléaire. La doctrine militaire russe stipule officiellement que ces armes peuvent être utilisées lorsque la survie de l'État est en jeu, et que le territoire russe doit être protégé par tous les moyens jugés nécessaires. Lorsque Poutine a prononcé son discours, il l'a clairement déclaré, en soulignant que la doctrine militaire russe s'appliquera à ces territoires. D'autres membres de la classe dirigeante appartenant au cercle de Poutine ont été encore plus clairs. Tant Medvedev que Lavrov ont explicitement admis la possibilité d'utiliser des « armes nucléaires stratégiques » pour défendre ces territoires s'ils étaient attaqués par l'Ukraine (qui les considère comme siens) puisqu'il les revendique désormais comme des parties intégrantes de la Russie.

Alors que la Russie profère ses menaces nucléaires à l'égard de l'Ukraine, les États de l'OTAN prennent leurs propres mesures en vue d'une guerre nucléaire et généralisée. Depuis le début de l'invasion, l'Europe s'est militarisée avec plus de 300 000 soldats en état d'alerte dans le cadre de

l'OTAN, contre 40 000 auparavant. Depuis lors, l'exercice des forces aériennes nucléaires tactiques de l'OTAN au-dessus de la Belgique montre clairement que les menaces sont susceptibles de se transformer en terribles options pratiques. Les budgets militaires ont augmenté dans tous les grands États de l'OTAN, y compris l'Allemagne de manière significative. Biden et son administration s'efforcent de faire en sorte que l'économie américaine soit préparée à la guerre ; pour cette raison, l'État américain a saboté avec l'aide des syndicats un projet de grève nationale de 100 000 cheminots. Ils ont réussi à l'arrêter (temporairement). Durant les pseudo-référendums, Zelensky a envoyé une requête à l'OTAN demandant l'adhésion urgente de l'Ukraine, ce qui aurait presque certainement pour effet de généraliser immédiatement le conflit. Et le plus inquiétant, c'est que les États-Unis et l'UE préparent leurs propres armes nucléaires en vue de représailles contre la Russie. Les États-Unis n'ont pas explicitement déclaré ce qu'ils feraient dans le cas où la Russie utiliserait des armes nucléaires en Ukraine, mais le général à la retraite David Petraeus a déclaré que les États-Unis déclencheraient probablement une guerre conventionnelle avec la Russie en détruisant toutes leurs forces en Ukraine et en mer Noire. Le capitalisme, dans les affres de sa crise mondiale, a ouvert la voie à la guerre nucléaire.

... menace le monde d'une guerre généralisée

Comme nous l'avons affirmé depuis le début du conflit, la guerre en Ukraine n'est pas seulement une guerre entre deux États, la Russie et l'Ukraine. Il s'agit plutôt d'une guerre qui se déroule sur le sol ukrainien entre deux impérialismes rivaux, la Russie et les États-Unis. Pourtant, ce qui différencie ce conflit des conflits impérialistes passés (comme la Syrie au cours des années 2010), c'est que nous sommes maintenant au point où la crise mondiale du capitalisme est si grave qu'il n'y a plus de place pour un compromis entre impérialismes rivaux. La classe dirigeante russe dépeint ce conflit comme existentiel pour sa survie parce qu'elle le comprend comme tel. Elle n'est pas prête à accepter une défaite qui entraînerait la cession totale de son ancienne « arrière-cour » au capital américain et européen. Ni les États-Unis et l'UE, ni la classe dirigeante ukrainienne subordonnés à ces derniers ne sont disposés à accepter autre chose qu'une victoire totale, qui chasserait les Russes de tous les territoires occupés, y compris la Crimée. Pour eux, même un accord de paix négocié avec la Russie qui lui donnerait des territoires en échange de la paix démontrerait à leurs rivaux (comme la Chine) la possibilité de s'attaquer à l'ordre impérialiste dirigé par les États-Unis et d'en sortir avec des avantages. Les États-Unis sont particulièrement préoccupés par le fait que si la Russie peut obtenir ne serait-ce qu'un territoire ou un accord bénéfique en Ukraine, son principal rival impérialiste, la Chine, s'enhardirait pour faire de même à Taïwan ou ailleurs. Cela explique également pourquoi les États-Unis ont tenté de lier la Russie et la Chine à chaque étape de ce conflit.

La presse capitaliste et les dirigeants des États discutent avec désinvolture de guerre nucléaire et de préparation à un conflit potentiel. La raison en est que même les classes dirigeantes des pays membres de l'OTAN qui, en raison de la position d'agresseur de la Russie parviennent à revêtir un habit pacifique en faisant appel à l'humanité, à la paix internationale et à ce que l'on appelle « l'ordre bâti sur des règles », sont contraintes de défendre leurs intérêts par la guerre, de la même manière que la classe dirigeante russe a eu recours à la guerre pour défendre les siens. En bref, les classes capitalistes, du fait du désordre impérialiste mondial, sont piégées par leur propre logique qui les contraint à la guerre comme moyen ultime pour poursuivre leurs intérêts. Ces guerres capitaliste nous amènent vers l'extinction totale de toute vie. Et elles nous mettent à la porte de l'extinction ; elles ont le pouvoir d'infliger l'Armageddon avec leurs bombes nucléaires et leurs missiles, elles l'infligeront pour protéger leurs profits récoltés sur notre travail, quel qu'en soit le coût en vies humaines, en douleur, tragédie et misère indescriptibles.

L'alternative réside dans les mains de la classe ouvrière mondiale

Nous sommes confrontés à la destruction que le capitalisme est potentiellement capable d'infliger au monde et à l'humanité, et vers laquelle il semble de plus en plus susceptible de se tourner. Mais, en tant que militants internationalistes, nous ne pouvons pas tomber dans un certain pessimisme pour lequel tout serait déjà perdu et attendre l'effondrement final. Nous ne devons pas suivre la voie que certains empruntent, qui postule que la classe ouvrière a perdu sa capacité de lutter, ignorant les preuves croissantes du contraire. La conséquence de cette voie est soit un retrait de l'activité politique vers le pacifisme soit, pire, la recherche d'un refuge dans des mouvements politiques bourgeois comme la social-démocratie, le stalinisme ou le trotskisme et certains libertaires pacifistes, qui arguent de l'absence d'un mouvement massif de la classe ouvrière pour justifier leurs compromissions avec la domination bourgeoise et l'exploitation du travail salarié. Ces tendances, de manière critique, trouvent également toutes des excuses pour soutenir telle ou telle puissance impérialiste, ou ne considèrent pas la classe ouvrière comme la force qui doit mettre fin à la guerre, appelant plutôt à la diplomatie entre les États impérialistes pour résoudre des conflits comme celui de l'Ukraine.

Toutefois, les choses ne seront pas déterminées par les seuls travailleurs de Russie et d'Ukraine, mais par les travailleurs du monde entier. La crise économique mondiale du système capitaliste ne leur apporte pas seulement la guerre, mais encore après des décennies de baisse des salaires réels une aggravation de la misère pour des centaines de millions de travailleurs dans le monde. Déjà nous voyons les premiers signes que la classe ouvrière commence à se battre contre un système qui ne nous offre rien d'autre que la misère et la baisse du niveau de vie dans le monde. Aux États-Unis, près de 100 000 cheminots sont sur le point de faire grève depuis le mois de juillet, mais ils ont été retenus par l'État et ses laquais, les syndicats, qui ont fait tout leur possible pour éviter la grève. Au Royaume-Uni, en France et en Espagne, les travailleurs poussent les syndicats à l'action ou participent à des grèves et même parfois des grèves sauvages. En Iran, ces dernières années, les travailleurs ont pris des mesures extraordinaires pour s'auto-organiser en menant des grèves sauvages et en appelant à la formation de conseils de travailleurs, tout en luttant contre la répression de l'État. En Équateur, les travailleurs ont paralysé le pays par une grève nationale et ont forcé le gouvernement à baisser les prix de l'énergie ; seuls les syndicats ont empêché les travailleurs d'aller plus loin. En Haïti, pays dans lequel l'impérialisme américain s'est construit un bagne du travail salarié, les travailleurs continuent de faire grève et de lutter contre une autre dictature soutenue par les États-Unis. D'autres grèves, trop nombreuses pour être évoquées ici, éclatent dans le monde entier. Même en Ukraine, les livreurs de colis confrontés à la chute brutale de leur niveau de vie bravent l'interdiction de grève et de protestation imposée par la guerre en se lançant dans des grèves sauvages et en coordonnant leur propre lutte malgré la campagne nationaliste menée contre eux.

Nous vivons ce qui pourrait être un début de renaissance d'un mouvement de classe et de masse. Notre rôle en tant que communistes est de tout faire pour y participer, encourager la classe à répondre aux attaques du système, relier les attaques contre notre niveau de vie à l'économie de guerre dans tous les pays et apporter une perspective internationaliste à la classe ouvrière au sens large. Pour ce faire, la TCI a lancé l'initiative *No War But the Class War* (Contre la guerre, guerre de classe), qui appelle à la formation de comités NWBCW dans toutes les localités et les pays afin de lutter pour l'auto-organisation de la classe (par la création de comités de grève, d'assemblées de masse et de conseils de travailleurs) et de rassembler les véritables internationalistes. Il est encore tôt, mais de Séoul à Portland (Oregon), des comités de la NWBCW ont déjà été lancés à travers le monde et d'autres sont en préparation. Plusieurs organisations se sont jointes à ce projet commun, notamment *Internationalist Communist Perspective* en Corée du

Sud, le Groupe international de la gauche communiste en France et au Canada, *Solidarity Federation* au Royaume-Uni et le *Group of Revolutionary Workers* (autrefois *Red Specter* aux États-Unis). Nous appelons tous les véritables internationalistes à se joindre à cette initiative pour soutenir les efforts de la classe ouvrière face à la crise mortelle du capitalisme.

Nous sommes confrontés aux terribles conséquences de la crise mondiale la plus longue et la plus profonde que le monde n'ait jamais connue. En ce sens, le capitalisme est une terrible menace pour l'humanité : il est temps pour la classe ouvrière mondiale de le jeter à la poubelle de l'histoire et de le remplacer par la communauté mondiale des producteurs librement associés, où les profits de quelques-uns arrachés au travail non rémunéré de la classe ouvrière ne seront que de l'histoire ancienne. Il en va de la responsabilité d'un petit nombre mais croissant de révolutionnaires, qui apprécient sur le long terme la situation, de se rassembler et de développer le programme révolutionnaire dans les luttes à venir. Si la classe ne parvient pas à forger sa propre organisation politique issue des besoins même de sa lutte, ses mouvements seront confrontés à des limites telles qu'ils n'aboutiront jamais à la défaite du système capitaliste enfoncé dans une spirale guerrière. Une telle organisation devra être internationale et se battre sans compromis contre le capitalisme, dans la perspective de la société communiste et de l'abolition des. Elle ne doit jamais s'instituer hors et au-dessus de la classe, mais plutôt être un outil entre les mains de celle-ci pour guider sa lutte. La TCI n'est qu'une des organisations qui se consacrent à la lutte pour atteindre cet objectif.

La société capitaliste se dirige droit vers l'abîme. La question est de savoir si la classe ouvrière, et le reste de l'humanité, la suivront sur cette voie. Il est temps de s'organiser partout et à tous les niveaux.

Tendance communiste internationaliste
21 octobre 2022

Le Site Internet de la TCI :
www.leftcom.org



Considérations sur la phase actuelle, la guerre et ses conséquences sur la classe

La réaction immédiate de la bourgeoisie occidentale à la guerre a été de prendre des sanctions économiques

À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février, des sanctions ont été déclenchées. En mai 2022, l'Union européenne a imposé cinq trains de sanctions à la Russie[15]. Il s'agit notamment de mesures individuelles à l'encontre d'hommes politiques, d'oligarques et d'hommes d'affaires, de hauts responsables militaires, de « propagandistes et d'acteurs de la désinformation », soit au total 1100 personnes pour lesquelles ont été déclenchés le gel de tous les comptes dans l'UE, une interdiction de voyager et une interdiction de toute personne finançant leurs activités.

En outre, les avions russes, qu'ils soient privés ou d'entreprise, sont interdits de survoler l'espace aérien européen ou d'atterrir. L'exportation de technologies aérospatiales et maritimes vers la Russie est également interdite. La flotte russe étant largement dépendante de la technologie « occidentale », cette sanction devrait à moyen terme entraîner un arrêt de l'activité de l'aviation civile russe. Les mêmes restrictions ont été adoptées par les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada.

Il y a ensuite le blocage de l'accès à SWIFT pour sept banques russes et trois banques biélorusses, qui ne peuvent plus recevoir de devises étrangères ou transférer des actifs à l'étranger. En fait, les banques pourraient encore fonctionner, mais en revenant aux systèmes de communication d'il y a... 40 ans, qui sont trop lents et trop chers dans le monde d'aujourd'hui. Le blocus concerne également la Banque centrale nationale russe, ses réserves de change s'élevaient à 579 milliards d'euros en février 2022, dont plus de la moitié aurait été gelée (des mesures similaires ont été prises par les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada), la Russie ne peut donc pas accéder à ces réserves pour vendre des devises et ainsi maintenir le taux de change de sa monnaie plus stable, même si celle-ci, malgré les sanctions et l'inflation résiste très bien puis qu'aujourd'hui (mi-mai) le rouble est plus fort par rapport au dollar et à l'euro qu'avant la guerre. Les réserves d'or sont également difficiles à vendre aujourd'hui en raison des sanctions. Enfin, pour rendre les sanctions plus efficaces, tous les transferts d'euros vers la Russie sont interdits[16].

À ces impositions s'ajoute l'interdiction d'importer de Russie vers l'UE : charbon et combustibles solides, bois, ciment, produits de la pêche, alcools. Interdiction d'accès aux ports de l'UE pour les navires russes et au réseau routier pour le transport routier[17], ainsi qu'interdiction d'exporter des technologies de raffinage du pétrole en Russie et d'investir dans le secteur énergétique russe.

La fin de la mondialisation

Les observateurs s'accordent désormais à dire que la phase actuelle marque la fin de la « mondialisation » qui avait caractérisé la fin des années 1990 et le début des années 2000. La mondialisation qui, à son tour, a été la réponse du capital à sa crise. Le « tournant néo-libéral »

15 Au moment où nous écrivons ces lignes, le sixième paquet est en discussion, mais il a du mal à démarrer en raison du projet d'embargo progressif sur le pétrole et les produits raffinés en provenance de Russie, une initiative défendue par les États-Unis, mais qui voit la perplexité allemande et la ferme opposition hongroise.

16 https://www.consilium.europa.eu/it/policies/sanctions/restrictive-measures-against-russia-over-ukraine/sanctions-against-russia-explained/

17 https://www.consilium.europa.eu/it/policies/eu-response-ukraine-invasion/

des années 1980 et 1990 a entraîné une hausse des taux de profit, due en grande partie à la délocalisation d'importants actifs productifs vers des pays où le coût de la main-d'œuvre était moins élevé. C'est une phase au cours de laquelle les exportations par rapport au produit intérieur brut mondial ont augmenté massivement, pour atteindre plus de 60 % à la fin des années 2000[18].

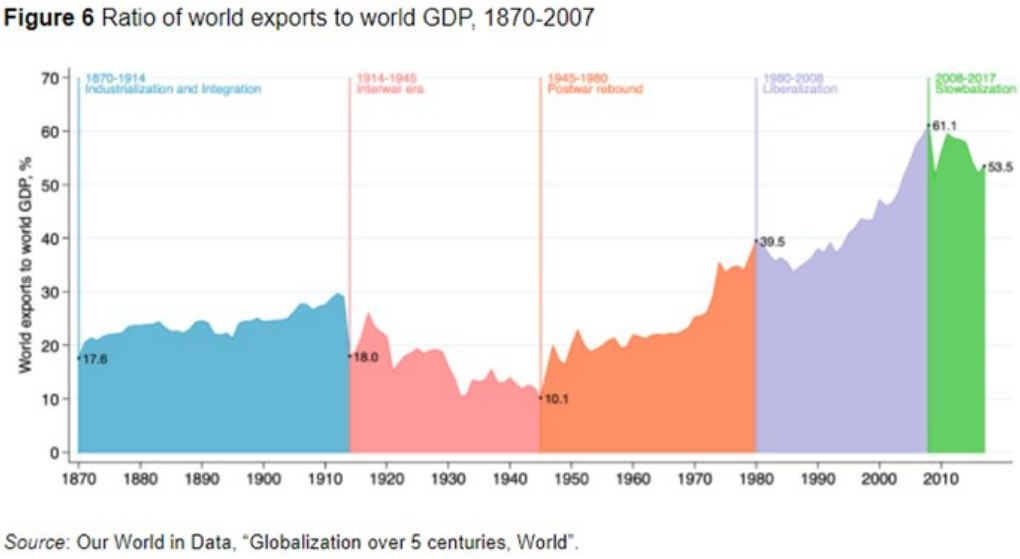


Illustration 1: rapport entre les exportations internationales et le PIB mondial depuis 1870

Les grands bénéficiaires de la « mondialisation » - définie comme la tendance à l'abaissement des barrières douanières et restrictions commerciales et à la financiarisation complète des marchés - ont été les impérialismes occidentaux, en premier lieu les États-Unis qui ont relancé leur hégémonie planétaire et l'Europe. Ainsi ont-ils pu contrecarrer la baisse du taux de profit en allongeant la journée de travail, en augmentant le rythme de travail, en contenant les salaires, en exploitant les marchés de main-d'œuvre peu coûteuse (une réduction de dix fois le salaire horaire), sans salaire minimum ni protection syndicale et avec d'importants avantages fiscaux. De cette manière, les impérialismes occidentaux se sont appropriés d'énormes parts de la plus-value extorquée aux pays périphériques, mais de nombreux emplois ont également été perdus à l'Ouest et la précarité s'est généralisée.

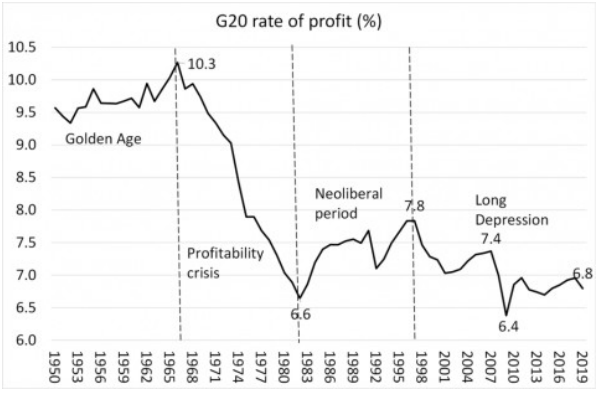


Illustration 2: évolution du taux de profit moyen dans les pays du G20

18 https://thenextrecession.wordpress.com/2022/04/27/has-globalisation-ended/

Cependant, les puissances capitalistes autrefois périphériques en ont également largement profité, en premier lieu la Chine mais aussi l'Inde, le Brésil et d'autres pays capables de fournir une main-d'œuvre bon marché. Ces économies ont commencé à bâtir leurs propres « fortunes » à partir de l'importation sur leurs territoires de capitaux productifs – en surexploitant la force de travail du prolétariat sur place.

Ces dernières années ont vu la grande récession de 2008 et la longue dépression qui a suivi, la crise pandémique du COVID puis le conflit en Ukraine. Ces crises ont brisé la chaîne d'approvisionnement mondiale, comprimé le commerce mondial et ralenti les mouvements de capitaux, ce qui a conduit au changement de phase en cours menant à la surchauffe du système de production et de distribution sur la planète :

- avec Trump, les États-Unis ont tâché d'isoler la Chine au moyen de nouveaux tarifs douaniers et l'interdiction de biens et d'entreprises chinoises sur leur territoire. Avec Biden, ils poursuivent le travail d'encerclement de la Russie par l'expansion de l'OTAN à l'est ;
- la Chine continue à subir des blocages dus au COVID qui ralentissent la production et la distribution de biens ;
- l'Europe est vulnérable du fait des retombées de la guerre en Ukraine et de l'interruption des approvisionnements énergétiques et alimentaires en provenance de Russie. Cette interruption a été favorisée et recherchée par les États-Unis, qui se sont toujours opposés à la dépendance énergétique de l'Europe envers la Russie. Ils se sont efforcé d'empêcher une alliance plus étroite en s'opposant au chantier de Nord Stream 2, lequel a été sabordé au lendemain du déclenchement de la guerre alors qu'il était enfin achevé pour 1230 kilomètres. Tout cela a entraîné une augmentation significative du coût des matières premières et des marchandises, avec des répercussions sur l'inflation et les taux d'intérêt que nous allons étudier dans les paragraphes suivants.

L'inflation revient à des niveaux jamais vus depuis 30 à 40 ans

Pour l'économie politique, l'inflation est définie comme la hausse généralisée et prolongée des prix qui entraîne une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie et donc de la valeur réelle de toutes les quantités monétaires et, en l'absence d'augmentations adéquates, une perte de pouvoir d'achat des salaires. L'inflation était classiquement déterminée par une phase d'expansion économique provoquée par une augmentation de la demande de biens et de services. Aujourd'hui, le processus inflationniste a été déclenché par l'augmentation soudaine de la demande - que l'offre n'a pas pu satisfaire - au lendemain de la crise de 2020-2021 et s'est poursuivi par l'augmentation du coût des matières premières, sans oublier le rôle néfaste de la spéculation toujours présente en temps de crise.

En Italie, l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) a atteint +6,5 % en mars, un niveau jamais atteint en 27 ans. Le plus haut jamais atteint depuis l'après-guerre était en effet de 21,1% en 1980. L'IPC a régulièrement subi des envolées avec des taux de croissance à 2 chiffres entre 1973 et 1984. Cette période correspond à la décennie postérieure à l'éclatement de la crise structurelle actuelle induite par la hausse des prix du pétrole, favorisée par les USA. De 1997 à 2021, le niveau d'inflation s'est établi en-dessous de 3%. Le taux que nous connaissons actuellement est de 8,3%, un niveau insupportable pour les ménages pauvres[19].

19 https://www.ilsole24ore.com/art/inflazione-istat-65percento-marzo-base-annua-corrono-prezzi-beni-energetici-e-alimentari-AEiJjJSB

Le phénomène est encore plus significatif si l'on considère la tendance historique de l'inflation pour le dollar et les États-Unis, où l'inflation a déjà dépassé 8,5 % en mars, un pic qui n'avait pas été atteint depuis 1980[20].

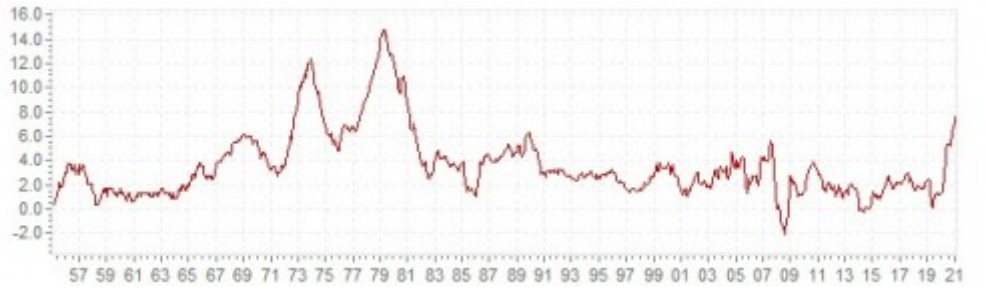


Illustration 3: tendance historique de l'inflation américaine

Les taux d'inflation s'établissent dans l'UE à +7,5%, aux USA à +8,3%, en Grèce à +10,2%, au Brésil à +12,1%, en Russie à +17,8%, en Argentine à +58% et en Turquie à +70%[21] avec une tendance générale d'accélération mois après mois.

L'inflation actuelle est principalement due à la hausse des coûts des matières premières. Il est donc intéressant de suivre l'évolution de l'indice des prix à la production (IPP), qui mesure la variation moyenne des prix payés par les entreprises pour les matières premières utilisées pour produire des biens.

L'indice IPP, dont la montée en flèche a commencé au premier semestre 2021, a déjà atteint une hausse de 33 % en mars 2022. Il faut savoir que dans la série statistique que nous avons consultée, qui a commencé en 1990, le précédent sommet avait été le +9% brièvement atteint en juillet 1995[22]. La hausse des prix des matières premières a caractérisé les deux dernières années. Le coût des matières premières pour les entreprises manufacturières italiennes augmentera de 27 % en 2022, alors qu'en 2021 l'augmentation était déjà de 70 %, ce qui représente un doublement brutal[23].

Mais regardons de plus près l'augmentation des coûts des matières premières et des produits de base à l'origine du mouvement inflationniste actuel.

La guerre et les sanctions contre la Russie augmentent les coûts des matières premières, celles dont le prix augmentait déjà auparavant. La Russie et l'Ukraine sont également d'importants exportateurs de céréales et de denrées alimentaires de classe mondiale.

A la mi-2022, le marché mondial de l'approvisionnement alimentaire subit : 1° la paralysie du port de Shanghai (le plus grand du monde) en raison du COVID ; 2° le blocage des ports en Ukraine, avec des millions de tonnes de céréales bloquées en mer Noire ; 3° des phénomènes récurrents sans précédent de sécheresse et de famine causés par le réchauffement climatique ; 4° une inflation galopante ; et 5° la flambée des prix du pétrole et du gaz[24]. Ces phénomènes, qui forment

20 Des données et des graphiques sur l'inflation sont disponibles sur https://www.inflation.eu/it/tassi-di-inflazione/italia/inflazione-storica/cpi-inflazione-italia.aspx
21 https://it.tradingeconomics.com/country-list/inflation-rate (consulté le 14/05/2022)
22 https://it.investing.com/economic-calendar/italian-ppi-750
23 indice prometea-apia, https://www.corriere.it/economia/opinioni/22_marzo_22/stagflazione-ritorno-anni-settanta-errori-non-ripetere
24 https://www.corriere.it/economia/consumi/22_maggio_08/guerra-porti-fermi-rischio-una-crisi-globale-fame-267698fc-ceca-11ec-b21c-2cc92198dafc.shtml

une combinaison explosive, résulte de ce mode de production irrationnel qui, par ailleurs, traverse sa plus grave crise de guerre depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'Ukraine est le quatrième fournisseur de denrées alimentaires étrangères de l'UE, fournissant 50 % du maïs et 25 % des huiles végétales et des engrais.

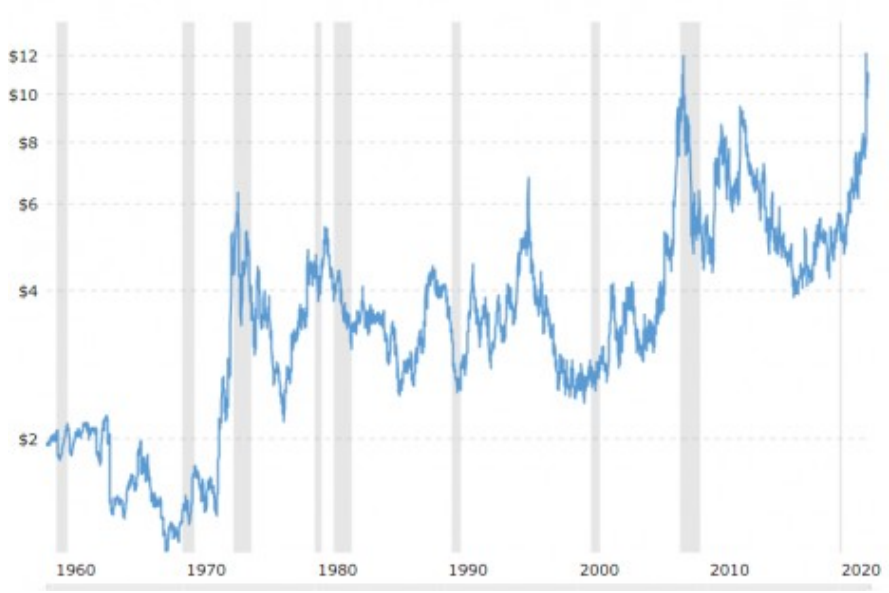


Illustration 4: tendance historique des prix du blé au cours des 80 dernières années (source : macrotrends.net)

La Russie et l'Ukraine exportent respectivement 21% et 10% du blé tendre mondial, et représentent toutes deux plus de 25% des exportations mondiales de blé. Près de 50 pays dans le monde en dépendent pour plus de 30 % de leurs importations. Les pays les plus dépendants du blé tendre ukrainien sont les suivants : l'Égypte, l'Indonésie, le Bangladesh, la Turquie, la Tunisie, le Maroc, le Yémen et le Liban, des pays qui sont déjà gravement touchés par divers types de problèmes. L'Ukraine exporte également 15 % de la production mondiale de maïs, qui est principalement utilisée pour l'alimentation animale, ce qui entraîne une hausse des prix de la viande. En mars, les prix des céréales et des principales denrées alimentaires ont atteint des sommets historiques. Le risque de crise alimentaire dans plusieurs pays du monde est très élevé. Si en Europe certains produits peuvent être remplacés par d'autres, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient les conséquences de ce phénomène seront dévastatrices, avec de fortes répercussions sociales prévisibles. Déjà en 2011, l'augmentation du prix du blé a été la principale cause matérielle de ces soulèvements de masse connus sous le nom de printemps arabes (révoltes du pain). Aujourd'hui seulement, la perspective d'une réduction ultérieure des prix, comme cela s'est produit de 2012 à 2020, semble moins prévisible.

Un mois après le déclenchement de l'offensive russe en Ukraine, le prix du blé tendre en Italie avait augmenté de 33 %, dépassant pour la première fois les 40€ par quintal. Le maïs avait augmenté de 41 %, le prix du blé dur avait presque doublé en 2021. Le prix du pain a augmenté de plus de 5€ par kg, tandis que l'augmentation du prix du maïs se répercute sur le coût de la viande, qui augmente d'environ 20 %. Pour les engrais, l'urée est passée en un an de 350 à 1000€ la tonne et le nitrate d'ammonium de 200 à 1 000 euros[25].

25 https://www.corriere.it/sette/esteri/22_aprile_08/battaglia-grano-mais-si-puo-ancora-vincere-5c178556-b585-11ec-86e5-9f58259fdcbf.shtml



Illustration 5: évolution de l'indice des prix alimentaires depuis 1990 (source : ONU)

Selon le Programme alimentaire mondial des Nations unies, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde est déjà passé de 135 millions avant le COVID à 276 millions aujourd'hui, et devrait encore augmenter d'au moins 50 millions à court terme.

Ce panorama s'applique à de nombreuses autres matières premières : le prix du charbon a augmenté de trois fois en un an, celui du fer de deux. L'embargo sur le charbon russe ne fera qu'aggraver la situation. Le prix du nickel a plus que triplé, ce qui a un impact sur la production d'appareils électroménagers et de batteries, et donc sur les voitures électriques. Le titane et le chrome[26] sont en quantité limitée.

Le prix du pétrole brut à la mi-mai a déjà dépassé les 110 USD par baril et continuera probablement sur cette tendance.



Illustration 6: évolution du prix du baril de pétrole brut depuis 1946 (source : macrotrends.net/1369/crude-oil-price-history-chart)

26 https://www.corriere.it/economia/consumi/22_aprile_10/piano-materie-prime-governo-045ac578-b8bc-11ec-90ff-73ad5f64beff.shtml

En ce qui concerne la circulation mondiale des marchandises entre la Chine et l'Europe, environ un million de conteneurs par an ne pourront plus transiter par les chemins de fer russes en raison des sanctions. L'alternative est le voyage par voie maritime, ce qui augmente les coûts, allonge les délais et engorge les flux et canaux commerciaux maritimes déjà encombrés. Les coûts du fret maritime de la Chine vers la Californie ont explosé. Le coût moyen de l'expédition d'un conteneur de 40 pieds de Shanghai à Los Angeles entre 2011 et 2021 était de 3 500$, aujourd'hui il varie de 18000 à 20 000$. Des États-Unis vers l'Europe, le prix est passé de 3500 à 10000 voire 12000$. Tels étaient les coûts avant le blocus du port de Shanghai[27]. Au cours des deux dernières années, les temps de transit océanique moyens des porte-conteneurs n'ont cessé d'augmenter : de Shanghai à Hambourg, les temps ont augmenté de 65 jours par rapport à la période précédant le COVID, de 41 jours à Long Beach[28]. Il en résulte une réduction de la vitesse de circulation du capital et donc une réduction de sa rentabilité.

Les banques centrales, à commencer par la FED américaine, commencent à réagir en augmentant les taux d'intérêt

La Réserve fédérale américaine, comme les autres banques centrales, n'a en gros qu'une seule arme pour limiter l'inflation : réduire la masse monétaire en augmentant le taux d'escompte de l'argent. Depuis la crise de 2008, les taux d'intérêt ont toujours été très bas (à de rares exceptions près), poussant ainsi à la hausse les dettes privées et publiques. Cette situation a principalement profité à la spéculation financière, vers laquelle s'est dirigée une grande partie des capitaux émis avec le *Quantitative Easing*[29]. La situation pourrait s'inverser : la FED a déjà relevé le taux d'un quart de point en mars et d'un demi-point en mai, le portant au niveau actuel de 1 %. Cette hausse est encore modérée, mais de nouvelles décisions sont à prévoir. La hausse des taux d'intérêt a deux effets sur l'économie, dont le premier est la contraction de l'emploi : un argent plus cher signifie immédiatement moins de prêts et à des taux plus élevés, et donc une réduction des investissements et une diminution du nombre de personnes employées, une conséquence qui risque d'être particulièrement grave dans une situation déjà déficitaire comme celle que nous connaissons actuellement. La deuxième conséquence de la hausse des taux d'intérêt est son impact sur les dettes :

- sur les dettes publiques de nombreux Etats, notamment les plus pauvres du Sud, pour lesquels le spectre du défaut de paiement est proportionnel à l'augmentation de la masse de leur dette et au risque de hausse des intérêts à payer sur celle-ci.
- la sphère privée est également de plus en plus lourdement endettée : les ménages qui ont emprunté de l'argent pour acheter des maisons (hypothèques) ou autres biens et qui risquent d'être littéralement étranglés par la hausse des taux d'intérêt. Se profile ainsi la dynamique qui avait déclenché la crise des subprimes en 2008.

27 https://www.corriere.it/economia/aziende/22_maggio_06/pandemia-guerra-si-blocca-globalizzazione-fermi-1-milione-container-all-anno-cina-40ad02c2-cadf-11ec-84d1-341c28840c78.shtml

28 https://www.corriere.it/economia/opinioni/cards/globalizzazione-finita-quanto-ci-costera-nuovo-ordine-mondiale-come-possiamo-pagare/quattro-rivoluzioni-industriali_principale.shtml

29 L'assouplissement quantitatif, ou *Quantitative Easing*, est un outil de politique monétaire utilisé pour lutter contre le risque de déflation et de récession. Il consiste, pour une banque centrale, à « intervenir de façon massive, généralisée et prolongée sur les marchés financiers en achetant des actifs (notamment des titres de dette publique) aux banques commerciales et à d'autres acteurs. Ces achats massifs entraînent une baisse des taux d'intérêt » (abc-economie.banque-france.fr/quantitative-easing)

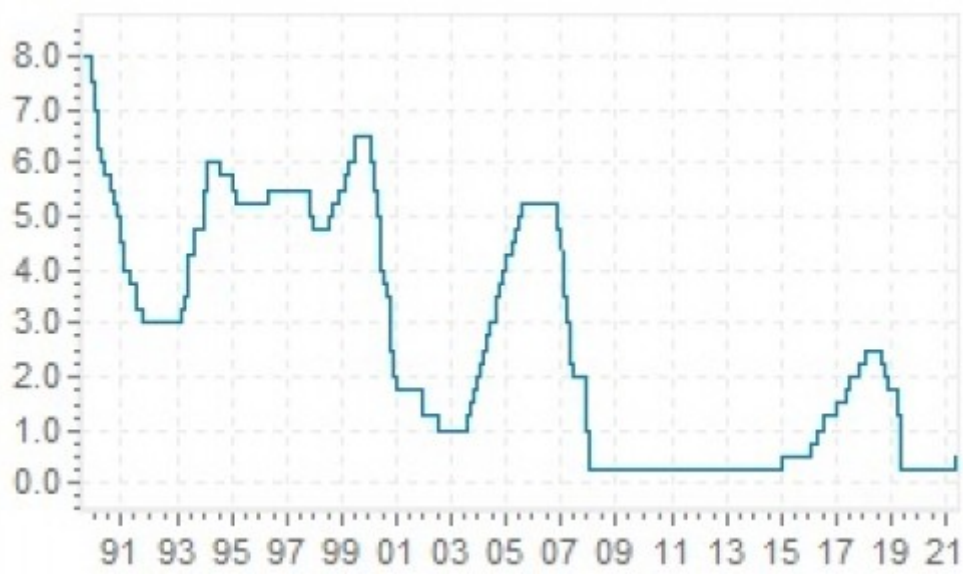


Illustration 7: évolution des taux d'intérêt de la Fed au cours des 30 dernières années (actuellement de 1%)

Pour les prêts hypothécaires, il suffit de penser que, rien qu'aux États-Unis, les prix des maisons ont augmenté de 34 % depuis le début de la pandémie, tandis que, pour ne prendre qu'un seul exemple, les dettes privées des étudiants, toujours aux États-Unis, ont atteint le chiffre incroyable de 1800 milliards de dollars[30].

Le rapport entre la dette publique et le PIB est, dans la plupart des économies, à son plus haut niveau depuis la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Selon le FMI, la dette mondiale des gouvernements par rapport au PIB est actuellement de 97 %, avec une augmentation de 20 % par rapport à la seule année 2017. Dans les économies avancées, la dette publique en pourcentage du PIB était supérieure à 120 % en 2020, la dette brute des États-Unis s'élevant à 134 %. Si l'on inclut la dette du secteur privé, la dette mondiale atteindra 290 % du PIB en 2021, soit une augmentation de 40 % depuis 2001[31].

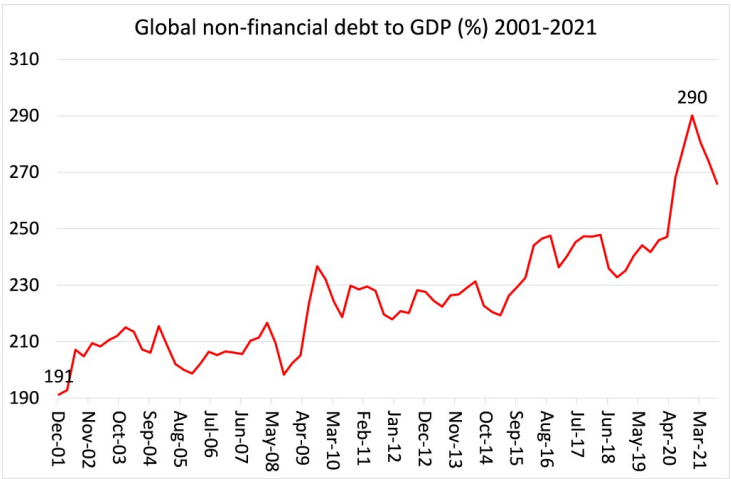


Illustration 8: rapport entre la dette mondiale - hors actifs financiers - et le PIB mondial

30 https://thenextrecession.wordpress.com/2022/05/02/a-marshall-plan-for-ukraine/
31 https://thenextrecession.wordpress.com/2022/05/02/a-marshall-plan-for-ukraine/

La hausse des taux d'intérêt est un véritable nœud coulant qui se resserre autour du cou du prolétariat et des classes moyennes et petites endettées (déjà touchées par la hausse des prix à la consommation), ainsi que des États les plus pauvres et les plus exposés.

Un récent rapport de la Deutsche Bank met en garde contre le risque d'une nouvelle récession : « Il faudra beaucoup de temps pour que l'inflation revienne à l'objectif de 2 % fixé par la Fed. Cela suggère que la banque centrale augmentera les taux d'intérêt de manière si agressive que cela frappera l'économie »[32].

Aussi la situation est-elle potentiellement dévastatrice. La capacité du capitalisme à repousser la crise par le biais de la dette et de la spéculation a peut-être atteint un point critique.

La « fin de la mondialisation » marque la limite qui pourrait avoir été atteinte par l'une des principales contre-tendances à la baisse du taux de profit que le capital a mises en place au cours du dernier demi-siècle. Cette baisse a pu être limitée provisoirement par la baisse des coûts du travail, l'augmentation de l'exploitation et la délocalisation des secteurs productifs vers des zones de la planète où les coûts du travail sont plus faibles. La récente augmentation sans précédent du coût des matières premières et des marchandises pourrait être un indicateur de cette limitation. Cela peut se traduire, d'une part, par la famine plus ou moins immédiate du prolétariat dans les zones les plus pauvres de la planète (même en métropole) et, d'autre part, par la reprise de l'inflation. L'option consistant à augmenter les taux d'intérêt en réponse à l'inflation entraîne également deux conséquences : un surcroît de la charge de la dette pour les détenteurs de crédit et l'augmentation à court terme du chômage.

Le prolétariat est la classe sociale qui, plus que toute autre, est appelée à payer ces coûts. Bien qu'il soit resté passif jusqu'à présent, il est prévisible qu'une telle poussée brutale vers l'abîme social et économique pourrait réactiver sa capacité de lutter. Il ne faut pas exclure de façon absolue d'autres hypothèses plus dramatiques, telles que l'éclatement d'une nouvelle crise financière ou la poussée vers la guerre, de telle sorte que le prolétariat soit appelé à payer non seulement en termes économiques, par le chômage et par la faim, mais aussi en termes d'implication sur les fronts de guerre. A ces énormes problèmes historiques, l'organisation révolutionnaire est appelée à donner des réponses politiques.

Les militants internationalistes doivent avoir la capacité de lier immédiatement la dénonciation de ces contradictions avec la perspective concrète du dépassement du capitalisme comme seul plan de résolution possible.

En abordant la réponse communiste à ces contradictions, nous ne pouvons que partir de la faiblesse voire de l'absence des réponses que notre classe apporte à cette agression. Si peu de mouvements prolétariens, de manifestations, de grèves ! Il semble que la guerre en Ukraine n'a même pas encouragé le mouvement pacifiste (même réduit à une logique capitaliste) qui avait donné des signes de vie à l'occasion de l'invasion américaine de l'Irak puis de l'Afghanistan. Cette absence substantielle du prolétariat dans la lutte des classes permet d'une part à la bourgeoisie - et aux différentes bourgeoisies nationales - de développer leur politique sans être dérangée par la classe opposée (les salariés). Les derniers événements ont été accepté plus ou moins passivement, et c'est un fait que cette passivité est un appui précieux pour la survie du capitalisme. L'une des rares exceptions à cette passivité a été, par exemple, le soulèvement contre la vie chère au Kazakhstan en janvier dernier, cruellement réprimé par les forces spéciales russes dans le silence quasi général des médias occidentaux. Lorsqu'il s'agit de réprimer la classe ouvrière, la

32 https://edition.cnn.com/2022/04/26/economy/inflation-recession-economy-deutsche-bank/index.html

bourgeoisie retrouve immédiatement son unité car elle sait que la lutte de classe prolétarienne est le facteur qui pourrait la condamner à mort. Même la révolte au Sri Lanka en mai dernier (avec l'incendie de villas et d'hôtels de luxe) a été déclenchée par la cherté de la vie et se poursuit encore à l'heure où nous écrivons ces lignes.

L'autre conséquence de la faiblesse de la classe est l'état de marginalité politique et organisationnelle auquel sont réduites les forces politiques qui, d'une façon ou d'une autre, se placent sur son terrain de lutte. D'année en année, ces forces ont diminué, et cela s'est produit de manière plus significative dans des pays comme l'Italie où la lutte des classes a été à son plus bas niveau. Le communisme internationaliste, qui partait déjà d'une force numérique plutôt maigre, ne pouvait que subir le même contrecoup. Cette situation valide à nouveau et de façon préoccupante la compréhension matérialiste de l'histoire : les dynamiques dans la structure de la société capitaliste tendent nécessairement à se réfléchir au niveau de sa sphère politique.

Cette faiblesse impose aux révolutionnaires un réalisme extrême. D'un côté, leur perspective internationaliste a pour principes directeurs la nécessité de la rupture révolutionnaire et du parti de classe pour qu'elle se réalise, l'importance historique de la relance de la lutte de classe et le défaitisme révolutionnaire comme orientation politique dans la lutte contre la guerre. D'un autre côté, ils sont contraints de se donner des objectifs politiques et organisationnels modestes car réalistes et qui permettent, pas à pas, le renforcement de l'avant-garde de la classe.

Par conséquent, les points d'orientation que le parti se donne sont des indications générales qui doivent ensuite se traduire par des projets politiques concrets dans les territoires et domaines de référence concrets. Parmi ceux-ci, nous pensons que la promotion des comités « Contre la guerre impérialiste, pour la guerre de classe »[33] revêt une importance particulière, car elle se veut une réponse, sur le plan de l'action, à la nouvelle phase que cette guerre a ouverte. Il est à craindre que, dans cette nouvelle phase, la guerre devienne de plus en plus un élément central de la dynamique sociale et économique du monde.

Il s'agit donc, là où c'est possible, de mettre en évidence comment la dégradation des conditions économiques du prolétariat est étroitement liée à la guerre, et comment la guerre est la guerre du capital, conséquence de sa crise historique. Si les avant-gardes internationalistes agissent dans le cadre des futurs épisodes conflictuels, les mots d'ordre généraux du défaitisme, de la lutte contre tous les nationalismes, du pacifisme, pourront enfin trouver un terrain fertile, se traduisant par une pratique réelle du défaitisme révolutionnaire, ce que, évidemment, les réalités militantes individuelles ne peuvent réaliser en l'absence d'une force sociale qui donne un sens opérationnel à ces indications.

La reprise de la lutte de classe ne peut aucunement être stimulée de façon volontariste. En revanche, il appartient aux révolutionnaires de déterminer, sur la base de leur propre plate-forme d'orientation politique et d'analyse de la phase actuelle, ce qu'ils peuvent réaliser. Les forces politiques de la gauche « traditionnelle » se sont soit ouvertement alignées sur les fronts de guerre (certaines avec la « résistance ukrainienne », d'autres soutenant de manière plus ou moins voilée la Russie dans une orientation anti-OTAN et anti-US). Ce faisant, elles se sont ouvertement placées au service d'un des camps opposés.

33 https://www.leftcom.org/it/articles/2022-04-07/nessuna-guerra-che-non-sia-guerra-di-classe-%E2%80%93-un-appello-all-azione

Pour la TCI, plusieurs orientations s'imposent :

- dénoncer la dégradation des conditions de vie et de travail comme un produit de la crise capitaliste, y compris de la guerre qui n'est jamais que la dernière et plus caractéristique conséquence de cette crise ;
- participer activement aux discussions et regroupements dans lesquels les positions politiques internationalistes peuvent circuler, offrant un ancrage politique aux éléments de classe les plus avancés ou en recherche d'une orientation ;
- mettre en place de cadres d'analyse, d'étude, de propagande et de regroupement, avec l'appui des organisations du parti, au sein desquels les nouveaux camarades pourront plus facilement trouver leur place et agir. Ainsi pensons-nous pouvoir contribuer à réunir les conditions nécessaires pour atteindre le but que nous poursuivons tous, en tant que révolutionnaires : le communisme.

Lotus

Puisque les crises se poursuivent et se ressemblent, la bourgeoisie est continuellement contrainte d'attaquer la classe ouvrière. Ainsi, de plus en plus de personnes sont mises à pied suite aux diverses « rationalisations » ; le chômage fait des ravage s; et de moins en moins de travailleurs et travailleuses trouvent de l'emploi. Par ailleurs, ceux et celles ayant un travail subissent plus de pression, ont des journées de travail plus longues, et sont soumis à des compressions salariales. (...)

La classe ouvrière peut battre en retraite, au début, face à ces attaques capitalistes ; mais le caractère même de la production capitaliste finit par la contraindre à se défendre contre cette exploitation capitaliste. Cette lutte ne peut triompher que si la classe ouvrière atteint l'unité et la solidarité nécessaires pour repousser ces attaques. La signification de ces luttes ne devrait jamais être ni dénigrée ni surestimée. Les luttes sont importantes et nécessaires pour que la classe ouvrière redécouvre à la fois ses intérêts et sa force collective en tant que classe. (...)

Contrairement à la bourgeoisie, le prolétariat est une classe exploitée qui produit de façon collective. Il n'a aucune propriété à défendre. Le mode de production communiste ne peut donc pas se développer à l'intérieur du système capitaliste. Il nécessite en premier lieu le renversement politique de la bourgeoisie par la lutte consciente et active de la classe prolétarienne. C'est seulement lorsque la classe ouvrière aura arraché le pouvoir à la bourgeoisie qu'elle pourra entreprendre la tâche de la réorganisation économique de la société.

Mais les révoltes seules ne suffisent pas à renverser la domination capitaliste. Si la classe ouvrière n'est pas déjà préparée politiquement et n'a pas mis au point son propre programme, les diverses forces de la bourgeoisie finiront par intervenir et par laisser leurs empreintes sur les événements, en empruntant simplement une espèce de jargon ouvrier à la sonorité pseudo-radicale. L'histoire a déjà assez démontré que, même lorsque les travailleurs et les travailleuses passent à l'offensive, ils peuvent oublier les leçons de leur propre expérience de lutte s'ils et elles ne se dotent pas d'une expression politique organisée. »

Pour le Communisme, une introduction aux positions politiques de la Tendance Communiste Internationaliste.

La visite de Nancy Pelosi à Taipei ouvre un nouvel épisode de la crise entre les États-Unis et la Chine

Aucun haut représentant d'une institution gouvernementale américaine n'avait effectué de visite officielle à Taïwan depuis 25 ans, mais le nombre d'excursions plus ou moins diplomatiques effectuées sur l'île par des membres du Congrès et des responsables militaires américains s'est multiplié ces derniers temps. Comme on pouvait s'y attendre, la réponse du gouvernement chinois a été d'organiser une démonstration de force sans précédent, en multipliant les survols de l'île, en faisant défiler leurs chars dans leurs villes et le long des plages qui font face à Taïwan, et en lançant des batteries de missiles qui ne se sont jamais approchés de la cible autant que cette fois-ci.

Le défi entre les deux superpuissances prend de plus en plus les contours d'une épuisante partie d'échecs dans laquelle chacun des prétendants tente de déplacer ses pièces pour acquérir un avantage stratégique, en prenant soin de ne pas provoquer de conflit ouvert, tout en étant prêt, juste au cas où les circonstances l'exigeraient.

Cependant, nous devons considérer le jeu à plus long terme, car nous pensons que c'est le seul moyen de comprendre pleinement la dynamique des phénomènes sociaux et politiques. Il est significatif de voir comment la confrontation a évolué au fil du temps, passant de scénarios locaux dans lesquels les mêmes acteurs se cachaient derrière des guerres par procuration pour le contrôle des matières premières ou des routes commerciales, à un scénario dans lequel la rivalité entre les deux protagonistes est devenue plus étroite et plus directe non seulement à Taïwan, mais aussi en Russie, désormais alliée de la Chine.

Si l'on considère les choses sous cet angle, il est difficile de soutenir, comme toute la publicité bourgeoise s'obstine à le faire, que tel ou tel président, tel ou tel homme politique est responsable de la situation, même si ces derniers peuvent être des facteurs secondaires accélérant cette même dynamique. À l'origine de cette situation, il y a le capitalisme confronté à des difficultés croissantes en matière de reproduction élargie, de valorisation du capital investi et de baisse des taux de profit. Le système a différé cette crise au cours des dernières décennies avec des stratégies telles que la mondialisation et la financiarisation, il se retrouve aujourd'hui avec la même crise non résolue qui le regarde dans le miroir, mais plus large et plus profonde, et qui met les grandes puissances impérialistes en ébullition sur différents théâtres de guerre qui ne cessent de s'intensifier et de s’élargir.

Les acteurs momentanés de l'épisode actuel, qui a pour toile de fond la domination politique et économique dans la région indo-pacifique, sont :

- d'une part, un Biden aux prises avec une crise de la dette sans équivalent depuis la Seconde Guerre mondiale, à laquelle s'ajoute le facteur moindre des élections de mi-mandat et d'une chute particulièrement forte de son soutien dans les sondages d'opinion, causée entre autres par une poussée de l'inflation
- d'autre part, un Xi Jinping également désireux de réaffirmer son contrôle sur le pouvoir, un peu moins solide qu'il n'y paraissait il y a quelques années, lorsque la Chine voguait au vent de taux de croissance enviables, que l'endettement des entreprises, des administrations locales et des familles n'atteignait pas des niveaux aussi élevés et que le secteur de la construction - avec les exportations - était le moteur de la croissance. Elle risque aujourd'hui d'être paralysée. Sans compter que "grâce" au développement

technologique, même la Chine commence à avoir des problèmes de valorisation de son capital et de taux de profit plus faibles que dans un passé récent.

En toile de fond, il y a aussi les prochaines élections générales à Taïwan en 2024 et les tentatives des deux puissances pour les tourner en leur faveur, ce qui, si les États-Unis réussissent, maintiendrait plus ou moins tous les problèmes actuels sur la table. Si la Chine réussit, cela lui permettrait d'obtenir ce à quoi elle aspire, c'est-à-dire reconquérir Taïwan et supprimer une pierre d'achoppement à son expansionnisme, sans avoir à miser tous ses jetons dans une main où elle n'est pas encore sûre d'avoir joker en main. Les élections ne sont peut-être pas le seul moyen pour la Chine de faire comprendre à Taipei, premier producteur mondial de puces et de semi-conducteurs, qu'il doit rejoindre la mère patrie sans faire trop d'histoires, et l'on sait que Pékin a des arguments redoutables en matière de représailles commerciales. En ce sens, elle a déjà commencé à pratiquer un blocus de certaines importations en provenance de Taïwan et pourrait à l'avenir durcir cette stratégie. Le Japon, par exemple, se souvient bien du blocus informel qui a suivi pendant quelques mois l'exportation de terres rares - dont la Chine a le quasi-monopole - en représailles au naufrage d'un bateau de pêche près des îles Senkaku, dont la souveraineté est contestée. Elle pourrait aussi faire monter indéfiniment les tensions autour de l'île en déplaçant sa propre marine et en amenant la marine américaine à réagir, de manière à provoquer indirectement une paralysie des routes commerciales vers Taïwan.

Entre-temps, le travail diplomatique, économique et militaire visant à renforcer leurs positions dans la zone indo-pacifique se poursuit sans relâche des deux côtés, la Chine ayant formé une alliance avec les îles Salomon et cherchant à faire de même avec les îles Tonga, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Vanuatu, Kiribati, les Fidji et les îles Cook, tous plus ou moins directement impliqués dans les nouvelles routes de la soie, tandis que les États-Unis resserrent les boulons de leur alliance avec les pays du QUAD et de l'AUKUS et relancent leur initiative économique avec l'IPEF (Indo-Pacific Economic Framework). Plus qu'un pacte de libre-échange, cette initiative vise à rassurer les pays hésitants en montrant qu'ils n'ont pas l'intention de faire marche arrière dans la région. De nombreux pays n'ont pas encore pris parti et tentent de retarder le choix le plus longtemps possible, notamment en Asie du Sud-Est. Ils peuvent pencher pour l'un des deux prétendants sur certains dossiers, mais être contraints de faire de nécessité vertu sur d'autres : le cas de l'Inde, anti-chinoise mais en même temps fortement liée à la Russie, est emblématique.

Dans tout ce scénario que nous avons brièvement esquissé ici, et qui ne promet évidemment rien de bon, les protagonistes ne sont que les gouvernements et les classes dirigeantes des États-nations. L'avenir de l'humanité pourrait être tout autre si la classe exploitée décidait de reprendre le contrôle de son destin actuellement entre les mains d'une petite élite d'agents du capital.

MB
Battaglia Comunista
21 août 2022



Les ambivalences de « l'amitié » russo-chinoise

Avec la guerre en Ukraine, il est clair que ce qui se passe au niveau international est un processus de réalignement ou de repositionnement de tous les pays par rapport à la ligne de fracture qui divise les deux blocs : les États-Unis et l'OTAN d'un côté et la Russie et ses alliés de l'autre. Dans ce contexte, il est légitime de se demander dans quelle mesure le rapprochement progressif entre la Chine et la Russie auquel nous avons assisté, surtout ces dernières années, est destiné à se transformer en une alliance stratégique durable, et dans quelle mesure il ne peut pas plutôt être lu comme l'effet contingent d'une réaction de défense commune face à l'agressivité américaine toujours plus grande, qui a eu des cibles privilégiées dans les deux pays.

Commençons par un événement que presque tous les commentateurs n'omettent pas de mentionner : début février, c'est-à-dire quelques semaines avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, Xi Jinping et Poutine ont célébré ensemble le début des Jeux olympiques d'hiver à Pékin par une déclaration commune[34] adressée au monde entier qui soulignait de manière symbolique et communicative « le début d'une nouvelle ère dans les relations internationales ».

Cette déclaration conjointe ne contient pas grand-chose de nouveau sur le plan du contenu, mais il faut reconnaître que les deux pays ont pris soin de déclarer officiellement qu'ils ont une entente « sans limites, sans zones interdites », ce qui signifie entre les lignes qu'ils sont prêts à faire front commun dans un sens anti-américain et qu'ils ont l'intention de collaborer de plus en plus également au niveau de la technologie militaire et de la coordination entre les forces armées.

Il est très difficile de croire qu'à ce moment-là, les dirigeants chinois n'avaient pas été informés de l'imminence d'une invasion russe en Ukraine, qui a d'ailleurs commencé, non par hasard, immédiatement après la fin des Jeux olympiques eux-mêmes, mais il est toujours possible que le projet ne leur ait pas été présenté par les Russes dans toute son ampleur.

Nous disons cela parce que le conflit en Ukraine a certainement confronté la Chine à un certain nombre de questions critiques et de contradictions qui ont jusqu'à présent déterminé son attitude extrêmement prudente. Essayons de les énumérer brièvement ci-dessous.

Jusqu'à présent, le conflit a eu pour effet de faire grimper considérablement les prix des matières premières, non seulement les produits énergétiques - et l'on sait que la Chine importe près de 70 % de son pétrole et 40 % de son gaz[35] - mais aussi les denrées alimentaires, surtout dans une année comme celle-ci où les pluies abondantes ont causé des problèmes aux cultures chinoises et où le pays va se retrouver à importer plus de céréales que d'habitude. Si le premier facteur se fera sentir sur la croissance des entreprises et du produit intérieur brut, estimée à un peu plus de 4% pour 2022 - soit jamais aussi bas depuis au moins trente ans - le second pourrait se faire sentir sur le front de la gestion du consensus interne, qui est une obsession des dirigeants chinois. Jusqu'à présent, le parti communiste a réussi à se maintenir en selle malgré la transformation économique et sociale historique de ces 40 dernières années parce qu'il avait le vent en poupe sur le plan économique, avec des taux de croissance qui ont toujours été à deux chiffres. Cela a permis de maintenir les tensions internes au niveau d'alerte, mais que se passera-t-il le jour où une récession surviendra ? Ensuite, à l'automne, il y aura le congrès du parti qui devrait renouveler le mandat du président Xi Jinping et personne dans la direction politique actuelle ne

34 en.kremlin.ru

35 Mitchell T. et al. « The rising costs of China's friendship with Russia ». 10 mars 2022. *Financial Times*. 16 mai 2022. ft.com

veut alimenter les foyers de crise et de mécontentement après les problèmes liés à la bulle immobilière et maintenant une nouvelle vague pandémique.

Un deuxième aspect est inhérent à la stratégie de *soft power* qui a toujours caractérisé la politique étrangère chinoise : officiellement, la Chine s'est toujours déclarée opposée à toute violation de l'intégrité territoriale d'un pays, à la fois parce qu'elle veut probablement accompagner sa vaste initiative de pénétration commerciale par les routes de la soie d'une approche des relations internationales qui n'apparaisse pas trop prédatrice, et parce que Pékin a deux zones sensibles, l'île de Taïwan d'une part et le Xinjiang d'autre part, qu'elle considère comme des parties intégrantes de son territoire et ne veut pas que quiconque intervienne de quelque manière que ce soit pour solliciter des aspirations à l'autonomie. C'est également la raison pour laquelle la Chine s'est abstenue lors du vote de l'ONU condamnant la Russie et n'a jusqu'à présent jamais voulu reconnaître les républiques séparatistes du Donbass.

En outre, nous ne devons pas oublier qu'il existe également des raisons historiques pour lesquelles la Chine ne peut accepter des violations territoriales flagrantes : dans la seconde moitié du XIXe siècle, à la fin de la dynastie Qing, la Chine a été pillée, par le biais des fameux "traités inégaux", non seulement par les puissances coloniales européennes, qui l'ont profondément humiliée, mais également par la Russie, qui lui a pris au nord-est, dans ce qu'on appelle la Mandchourie extérieure, environ un million trois cent mille kilomètres carrés, soit une superficie équivalente à la moitié de l'Europe. Le souvenir de ces humiliations est bien présent dans le récit dominant et il serait incohérent aujourd'hui de soutenir ouvertement l'occupation militaire d'un pays comme l'Ukraine avec lequel, par ailleurs, la Chine avait, et dans une certaine mesure a toujours, des relations économiques et commerciales étroites, étant l'une des portes européennes de la route de la soie terrestre. Par exemple, COFCO, une grande entreprise publique chinoise du secteur alimentaire, est très bien implantée dans le pays[36], la bourse ukrainienne est aux mains des Chinois et le groupe China Merchant Bank a racheté une partie du port d'Odessa ; qui sait si ce ne serait pas l'une des raisons pour lesquelles cette ville a jusqu'à présent échappé au traitement réservé à Mariupol.

Enfin, il y a un dernier aspect, mais pas par ordre d'importance, qui est la forte interdépendance économique de la Chine avec le monde occidental. S'il est vrai qu'au cours des dernières années, le commerce avec la Russie a connu une augmentation significative, de 35 % rien qu'en 2021, il est également vrai que la Chine tente de diversifier ses partenaires commerciaux et d'accroître la taille de son marché intérieur, Il n'en reste pas moins que le commerce avec l'Europe représente plus de 800 milliards de dollars par an et celui avec les États-Unis un peu moins[37], alors que celui avec la Russie s'élevait à 146 milliards en 2021, dont une grande partie est liée aux importations de matières premières énergétiques car la Russie - à l'exception des armes - ne peut guère exporter autre chose. En outre, la Chine est également dépendante ou étroitement liée à l'Occident en ce qui concerne les marchés financiers.

Il est clair que, dans une telle situation, les sanctions dites "secondaires" que les États-Unis brandissent, destinées à frapper les entreprises d'autres pays qui font des affaires avec Moscou, constituent un moyen de dissuasion assez important et Pékin ne veut pas risquer le retour de bâton pour le moment. En ce sens, à l'exception de rares cas, les entreprises chinoises ne se sont pas vraiment précipitées pour remplacer les entreprises occidentales qui quittent les marchés russes et, de fait, certains projets soutenus par la Banque asiatique d'investissement, la Banque de

36 « Toutes les limites de l'alliance Chine-Russie ». *Economist Report.* 21 mars 2022, consulté le 16 mai 2022 sur startmag.it

37 Mitchell T., *cit.*

Chine et la Banque industrielle et commerciale de Chine ont été bloqués[38]. Les accords qui avaient déjà été conclus avant le début des hostilités ont toutefois été suivis, par exemple l'accord sur l'importation de blé et d'orge, ou l'accord sur l'augmentation des importations de gaz. Les nouveaux contrats qui s'ajoutent à ceux déjà en place portent la part des importations de gaz russe en Chine à 48 milliards de mètres cubes, ce qui ne suffit même pas à égaler la part que Pékin importe du Kazakhstan, qui est actuellement de 55 milliards de mètres cubes, et en tout cas moins d'un tiers de la quantité que la Russie exporte chaque année vers l'Europe, une part qui fluctue entre 150 et 190 milliards de mètres cubes.

Cela ne signifie pas pour autant que, sous la table, la Chine n'aide pas la Russie, dont l'économie est épuisée par les sanctions et l'effort de guerre et ne pourrait pas tenir sans aide extérieure. La guerre en Ukraine est probablement à la fois un problème pour Pékin, parce qu'elle paralyse une partie de son commerce et stoppe temporairement sa pénétration sur le continent eurasiatique, et une opportunité d'apparaître comme le leader d'un groupe de pays non alignés sur la volonté des États-Unis et la loi du dollar, et de fait il augmente significativement la part de son commerce avec la Russie libellée en yuan, et d'autres pays pourraient également suivre dans son sillage, par exemple l'Arabie Saoudite, qui envisage de vendre du pétrole à la Chine dans sa monnaie.

En ce sens, la décision américaine de geler les réserves financières russes libellées en dollars a été à la fois un coup formidable pour la solidité financière de la Russie, mais aussi un revers important pour l'hégémonie du dollar, car tous les pays qui ne sont pas des alliés proches des États-Unis savent désormais qu'il n'est pas commode pour eux de conserver une grande partie de leurs réserves en billets verts, puisque du jour au lendemain, ces réserves peuvent être neutralisées et rendues inutiles à la discrétion de Washington.

Dans cette situation, la Chine ne peut pas souhaiter une victoire militaire nette de la Russie, car une telle éventualité renforcerait la position de la Russie sur ses frontières occidentales et en ferait un concurrent potentiel difficile à manier le long de ses propres lignes stratégiques de développement, qui sont orientées vers l'Europe via l'Asie centrale, une autre région traditionnelle que la Russie considère comme son arrière-cour. Il suffit de mentionner son intervention directe au Kazakhstan en janvier dernier pour réprimer les troubles et les protestations. D'autre part, la Chine ne peut même pas considérer une défaite et une humiliation de la Russie comme souhaitables, car cela renforcerait considérablement les États-Unis et l'ordre mondial unipolaire qu'ils tentent de maintenir, ce même ordre qui pénalise la Chine et la contraint à une condition de subordination politique, économique et financière. Une fois la Russie réduite, les États-Unis n'auront d'autre préoccupation que de contenir Pékin, avant tout en soutenant Taïwan et en continuant à forger des alliances anti-chinoises avec de nombreux pays de la région indo-pacifique. On peut soutenir qu'une poursuite de la guerre qui conduit la Russie au bord du gouffre et en fait un allié plus malléable et, dans la pratique, un partenaire subordonné, peut s'avérer une occasion pour Pékin de dicter de nouvelles lois en fonction de ses intérêts en Asie. Les deux économies sont déjà extraordinairement complémentaires et de nouveaux domaines de coopération ne manqueront pas de s'ouvrir dans les années à venir.

L'un de ces domaines potentiels de collaboration est l'Arctique. La fonte des glaces devrait ouvrir une nouvelle route commerciale, dite route du Nord-Est. En pratique, si le réchauffement climatique se poursuit à ce rythme, les mers arctiques seront totalement dépourvues de glace en été d'ici 2040. La Chine envisage d'utiliser cette route pour relier ses ports aux ports nord-européens de Rotterdam et de Hambourg. Cette route est non seulement plus courte que celle qui

38 « Presque amis : les relations Chine-Russie pendant la guerre en Ukraine ». 5 avril 2022. consulté le 16 mai 2022 sur orizzontipolitici.it

passe par l'océan Indien et la Méditerranée, mais elle présente également l'avantage de ne pas être surveillée par les États-Unis ou leurs alliés, comme c'est le cas de la route actuelle qui passe par des goulets d'étranglement tels que le détroit de Malacca et le canal de Suez.

De plus, la fonte des glaces dans la zone arctique rend accessibles des zones dont le sous-sol est riche en minéraux rares, métaux précieux, gaz et pétrole. Selon les estimations de l'Institut géologique des États-Unis[39], l'Arctique abrite 22 % des réserves mondiales de pétrole et de gaz, d'uranium, de terres rares, d'or, de diamants, de zinc, de nickel, de charbon, de graphite, de palladium et de fer. Déjà, 90 % de la production de gaz et 60 % de la production de pétrole de la Russie proviennent de la région arctique[40]. La Chine, qui se décrit comme un "État voisin de l'Arctique", pourrait compenser le statut inférieur de la Russie par sa présence politique et économique dans la région, mais elle le ferait à ses propres conditions. Depuis la création du Conseil de l'Arctique en 1996, qui comprend, outre la Russie, le Canada, le Danemark, la Finlande, la Suède, l'Islande, la Norvège et les États-Unis, Moscou n'a jamais été aussi isolé, d'autant plus que la Finlande et la Suède ont également demandé à adhérer à l'OTAN. Dans la pratique, le Conseil est devenu un forum de pays militairement alliés aux États-Unis, même si la Russie possède à elle seule la moitié des territoires et des habitants des zones bordant l'océan Arctique. L'Arctique est certainement une autre des futures zones de confrontation militaire avec l'Occident, et la Russie a d'ailleurs fait d'énormes efforts pour se doter d'infrastructures et de capacités militaires adéquates, dont une flotte d'une quarantaine de brise-glace à propulsion nucléaire. D'autre part, l'OTAN a organisé en mars dernier en Norvège son plus grand exercice militaire depuis les années 1980, auquel ont également participé la Finlande et la Suède.

L'histoire ne s'arrête pas là : avec le dégel du permafrost, des zones de Sibérie autrefois totalement inhabitées et inhospitalières deviennent potentiellement cultivables en blé, maïs ou soja, les fleuves deviennent navigables et les villes accessibles une bonne partie de l'année, et la Chine a toujours eu le souci de nourrir une population immense, dix fois plus nombreuse que celle de la Russie, et concentrée sur un territoire beaucoup plus petit.

Il existe donc des raisons valables pour que l'amitié russo-chinoise - dont le porte-parole du ministre chinois des Affaires étrangères a toutefois pris soin de préciser qu'il s'agit d'une "amitié" et non d'une "alliance »[41] - continue à se développer dans un avenir proche, mais ce processus ne sera probablement pas linéaire ni sans revers, d'autant plus qu'il devient évident que les intérêts chinois sont destinés à s'imposer aux intérêts russes en raison de l'asymétrie économique entre les deux pays, notamment en Asie centrale et dans la projection vers l'Europe et une partie du continent africain.

Il est également très probable que, compte tenu de la nature des gouvernements des deux pays asiatiques, nous assisterons dans les années à venir à une propagande de plus en plus martelée comparant la liberté et la nature démocratique des sociétés occidentales à l'autoritarisme ou au prétendu communisme ou ancien communisme des deux grands pays de l'Est. Rien n'est plus faux, de part et d'autre les raisons idéologiques ne seront que des falsifications flagrantes qui devront couvrir comme des feuilles de vigne les intérêts économiques de l'une ou l'autre classe capitaliste dominante. L'écrasante majorité de la population de tous les pays n'appartient pas à ces classes dirigeantes, pas même dans le rôle de « partenaires juniors ». Ces bourgeoisies noient

39 Mecarozzi P. « La febbre dell'Arctic nel scacchiere della guerra : così si ferma la scienza ». 5 avril 2022. consulté sur repubblica.it le 16 mai 2022 au lien repubblica.it

40 Mecarozzi P. *Ibidem.*

41 Amighini A., « Russie-Chine : (presque) amis pour toujours ? », 18 mars 2022, consulté sur ispionline.it le 16 mai 2022.

le monde entier dans leur mentalité et leurs intérêts et, comme la guerre en Ukraine nous l'apprend une fois de plus, le reste de la population n'aura rien à gagner à suivre leurs bannières, alors qu'elle aurait beaucoup à gagner à les évincer du pouvoir. C'est pourquoi nous considérons qu'il est nécessaire et urgent de travailler à une alternative sociale qui ne soit plus basée sur le profit et l'exploitation bourgeoise du prolétariat. Une alternative qui, à la différence du capitalisme, n'a pas pour conséquence nécessaire la guerre, la mort de ceux qui luttent pour des intérêts qui ne sont pas les leurs, la dévastation de l'environnement : en un mot, une alternative qui en finit définitivement avec la barbarie anachronique du capitalisme.

MB

Déclaration de NWBCW Montréal

L'ennemi principal est chez nous !

Vides de sens sont les slogans des capitalistes sur la démocratie, l'autodétermination nationale, l'État de droit et la paix entre les nations. Que signifient ces idéaux abstraits dans la réalité, si ce n'est qu'ils servent d'excuse aux pénuries alimentaires en Afrique, au froid de l'hiver qui s'annonce à Berlin, aux villes réduites en ruines en Ukraine et aux réfugiés en masse ? Vides sont tous les slogans capitalistes d'unité nationale et de paix sociale alors que c'est la classe ouvrière qui souffre en premier de cette souffrance, comme nous le voyons clairement ici à Montréal et comme on le constate partout dans le monde. Les slogans russes de « dé-nazification », de partenariat égalitaire et de souveraineté sont vides de sens à côté des bombardements civils, des profits sur les produits énergétiques et du massacre d'une génération de jeunes travailleurs russes et ukrainiens.

Ce n'est que par la lutte de notre classe sur son propre terrain et en adoptant sa propre perspective politique que la spirale de l'ordre capitaliste vers la barbarie pourra être enrayée.

La classe capitaliste et ses États, en essayant de maîtriser l'effondrement économique, font pression sur la classe ouvrière et sont poussés vers la guerre impérialiste. Ainsi, la politique de la classe capitaliste canadienne devient claire : s'opposer au rival russe en utilisant la dernière goutte de sang des travailleurs ukrainiens tout en attaquant les conditions de vie et de travail de sa « propre » classe ouvrière. Dans le monde entier, la classe capitaliste suscite une hystérie guerrière et appelle les travailleurs à se ranger derrière l'un ou l'autre camp dans le conflit. Le tempo de cette musique va s'accélérer au fur et à mesure que le conflit se généralise.

Depuis la fin du boom d'après-guerre dans les années 1970 et l'éclatement de la bulle spéculative en 2007-8, la classe capitaliste a pu éviter l'effondrement économique grâce à la détérioration du niveau de vie de la classe ouvrière. Aujourd'hui, la classe capitaliste, qui prévoit une récession prochaine, craint que cela ne soit plus suffisant en soi. Au contraire, elle est de plus en plus poussée dans la concurrence impérialiste la plus féroce, chaque économie nationale cherchant à se décharger de ses pertes sur ses rivales.

Alors que la Russie vise à la conquête pour pouvoir relancer son économie en difficulté et enrayer la perte de sa profondeur stratégique, les membres de l'Otan veulent faire durer la guerre en Ukraine aussi longtemps que possible pour nuire à l'industrie russe et à son armée – pas la paix, mais la victoire. Comme l'a dit le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, « nous voulons voir la Russie affaiblie au point qu'elle ne puisse plus faire le genre de choses qu'elle a faites en envahissant l'Ukraine. »

Fin juin, lors du sommet de l'Otan, Trudeau a rencontré ses collègues conspirateurs pour décider de la meilleure façon de poursuivre cette politique barbare. Il a allègrement engagé plus de bataillons dans les pays baltes, envoyé plus d'armes en Ukraine et des navires et avions à réaction canadiens dans le Pacifique. En juillet, il est rentré au Canada pour superviser la guerre de la classe dirigeante contre la classe ouvrière canadienne, alors que les prix des loyers, des denrées alimentaires et de l'énergie montent en flèche.

Seule la lutte de la classe ouvrière, sur son propre terrain économique et politique indépendant, peut combattre la double menace de la crise et de l'impérialisme. Il est clair que la crise généralisée exige une lutte généralisée de la classe ouvrière. Alors qu'il y a eu une augmentation notable des luttes ouvrières dans le monde face à la baisse des salaires réels causée par l'inflation, au Québec, ces luttes sont restées sectorielles et trop souvent dominées par les syndicats. Comme on peut le constater avec les grèves récentes des travailleurs du CPE, de la SQDC et de l'hôtellerie, l'isolement par secteur donne à la classe capitaliste un net avantage dans la lutte.

Il ne s'agit pas de diminuer ces luttes, mais il est révélateur que, parmi les nombreuses luttes récentes, seuls les travailleurs de Molson ont remporté une victoire défensive en obtenant un contrat qui suit l'inflation actuelle. Une fois que les travailleurs de tous les lieux de travail et de tous les secteurs uniront leur lutte et lutteront en tant que classe, leur force sera multipliée, comme les points culminants de la lutte de notre classe au Québec en 1972 et en 2012 nous le montrent.

Les luttes récentes des travailleurs au Québec ont montré une fois de plus que la domination syndicale sabote activement l'initiative autonome de la classe ouvrière, la combativité et les perspectives de succès de la classe ouvrière. En fait, Buzz Hargrove, l'ancien président du Canadian Auto Workers, se vantait dans son livre Labour of Love [« Le travail d'amour »] que « les syndicats empêchent probablement plus de grèves qu'ils n'en provoquent. » Outre le nombre de grèves récentes, de nombreux votes favorables à la grève ont été ignorés par les syndicats au profit de la paix sociale et des négociations entre avocats. Dans la grève des travailleurs du port de Montréal de 2020-2021, le syndicat a mis fin à la grève de dix-neuf jours en faveur d'un retour aux négociations. Le gouvernement fédéral a ainsi eu tout le temps de se préparer à la prochaine série de grèves, ce qui lui a permis de placer une injonction, mettant fin à la lutte au nom de l'unité nationale pendant la pandémie.

Aujourd'hui, Biden place des injonctions à l'encontre des travailleurs américains du rail et l'État norvégien a déclaré illégale la grève des travailleurs des plates-formes pétrolières au nom de la prévention des perturbations de l'économie nationale plongée dans la concurrence impérialiste avec la Russie. Sur le front de la guerre lui-même, l'État ukrainien a entrepris de mettre hors la loi tout semblant de lutte de la classe ouvrière pour ses propres intérêts, en permettant à la direction des entreprises de déchirer arbitrairement et unilatéralement les contrats existants et en mobilisant toutes les ressources disponibles pour la guerre.

Face à ces menaces auxquelles notre classe est confrontée, la Tendance communiste internationaliste a lancé l'initiative **Contre la guerre, pour la guerre de classe** (No War but the Class War), qui a été reprise par des camarades du monde entier. L'initiative NWBCW sert de point de référence politique ouvert pour tous ceux qui voient la nécessité de la lutte des travailleurs contre les attaques économiques du capital et sa descente dans la rivalité impérialiste : ceux qui n'ont aucune illusion sur le pacifisme ou la possibilité de passer par les institutions capitalistes pour éviter l'imposition de la barbarie par le capitalisme. Nous reconnaissons au contraire que la seule réponse adéquate à cette situation est la lutte indépendante de la classe ouvrière. Les luttes défensives de notre classe contre les attaques du capital doivent être transformées en une offensive politique contre le système du capitalisme.
Pour nous, travailleurs de Montréal, l'augmentation du coût de la vie et les armes à destination de l'Ukraine sont des expressions de la même crise capitaliste. Notre lutte contre ces conditions révèle clairement que l'ennemi principal est chez nous !

Si tu es d'accord avec cela, nous t'encourageons à prendre contact à l'adresse suivante : **nwbcwmontreal@gmail.com**



Manifester contre la mobilisation, oui ! Se débarrasser du capitalisme qui réclame notre sang, c'est mieux !

Mercredi 21 septembre, à Moscou, Vladimir Poutine a annoncé, dans une adresse à la nation, la mobilisation partielle qui devrait concerner 300 000 réservistes. Cette mobilisation devrait relancer l'offensive en Ukraine, commencée le 24 février.

La guerre vient de passer à un autre niveau, un niveau supérieur. La mobilisation de la population est une question très grave. C'est une situation inconnue depuis longtemps en Europe, la guerre contre d'autres pays européens. Et maintenant, il va falloir faire accepter cet oukase par la population.

Déjà, un demi million de Russes avaient quitté leur pays depuis l'invasion de l'Ukraine le 24 février[42]. Le phénomène s'amplifie depuis l'annonce de mercredi. Les sites des compagnies aériennes ont été pris d'assaut après l'allocution de Vladimir Poutine. Des files d'attente se sont également formées aux postes-frontières avec la Géorgie et la Finlande durant la nuit. Évidemment, cet exode n'est le fait que des Russes qui possèdent assez d'argent pour s'expatrier.

La conscription touche également l'Ukraine. Un certain Oleksii disait à un journaliste de « Slate » : « certains disent que le gouvernement utilisera cette application [*Diia*, une application du gouvernement qui centralise, en format numérique, tous nos documents administratifs] pour mobiliser massivement, puis pour localiser précisément, immédiatement, les appelés... Aucune chance d'échapper à la conscription, donc »[43]. Depuis le 24 février, la première et la plus dure de ces restrictions est instaurée : désormais, tout homme ukrainien entre 18 et 60 ans ne peut plus quitter le territoire[44]. Sur le plan répressif, la conscription est devenue une nouvelle punition : à celui qui ne respecte pas la loi on impose, plutôt que la case prison ou une amende, le passage au centre de recrutement. En Russie aussi, le pouvoir offre la libération des prisonniers après la guerre s'ils acceptent de s'engager dans des bataillons.
En Russie, le fait nouveau est les manifestations de rue.

À travers la Russie, l'annonce de cette mobilisation a été accueillie par des manifestations improvisées durant toute la journée dans 39 villes notamment à Moscou, à Saint-Pétersbourg, à Iekaterinbourg, etc[45]. Au moins 1332 personnes ont été arrêtées mercredi[46]. Il s'agit des plus importantes protestations dans le pays depuis celles ayant suivi l'annonce de l'offensive en Ukraine.

Les manifestants ont scandé « Non à la guerre! » et « Pas de mobilisation! ». Dans certains services de police, le plan « Forteresse » a été annoncé afin de protéger les postes de police.

Mais les manifestations n'avaient jamais cessé : depuis le 24 février jusqu'au 21 septembre, on compte 16 500 arrestations au total. Des Russes interpellés lors des manifestations contre la mobilisation partielle se sont vus imposer un ordre de conscription pendant leur détention, rapporte le groupe de défense des droits OVD-Info. À Moscou, un manifestant a appris qu'il

42 *Le Monde*, 22 septembre 2022.
43 slate.fr
44 Les pays de l'UE limitrophe de l'Ukraine ont fait respecter cette décision ukrainienne depuis lors.
45 ovd-news.translate.goog
46 479 détenus à Saint-Pétersbourg, 49 à Iekaterinbourg, 30 à Permien,26 à Tcheliabinsk, 23 à Oufa, 18 à Krasnoïarsk, 17 à Voronej, 14 à Krasnodar, 13 à Tver, 12 à Saratov, 11 à Kaliningrad, 9 à Irkoutsk, 8 à Arkhangelsk, 6 à Novossibirsk, 4 à Oulan-Oudé, etc.

risquait une peine de dix ans de prison s'il s'y opposait. Selon OVD-Info, au moins 1310 manifestants ont été arrêtés hier (21 septembre) seulement pour Moscou. Malgré le fait qu'il soit très difficile de manifester face à ce régime de terreur, des manifestations ont eu lieu partout. « Tout le monde a peur. Je suis pour la paix et je ne veux pas avoir à tirer. Mais c'est très dangereux de sortir maintenant, sinon il y aurait eu beaucoup plus de gens », a expliqué un manifestant à Saint-Pétersbourg.

Et maintenant va t-on voir une réaction des travailleurs et de l'ensemble de la population ?

La bourgeoisie ne se trompe pas. Les déserteurs russes sont refusés par certains pays européens. Jan Lipavský, ministre des affaires étrangères tchèque, a déclaré dans un communiqué obtenu par l'AFP : « Je comprends que les Russes fuient les décisions de plus en plus désespérées prises par Poutine. Mais ceux qui fuient leur pays parce qu'ils ne veulent pas remplir un devoir imposé par leur propre État ne remplissent pas les critères pour recevoir un visa humanitaire » (« live » du *Monde*, 22 septembre). La Finlande est actuellement le seul membre de l'UE frontalier de la Russie à laisser passer des citoyens russes, mais encore faut-il qu'ils soient munis de visas Schengen[47]. Les bourgeoisies impérialistes s'affrontent dans la guerre mais dès qu'il s'agit d'une réaction contre la guerre et le refus d'être leur chair à canon, elles sont toutes d'accord pour refuser l'accueil de ceux qui « ne veulent pas remplir leur devoir [patriotique] imposé par leur propre État ».

Il est clair que la guerre est le mode de vie des bourgeoisies en crise. Hier comme aujourd'hui, le sacrifice des populations est le résultat inévitable de ce mode de vie barbare. La seule force capable d'engager un bras de fer avec la bourgeoisie est la classe ouvrière, en commençant par la grève en masse. C'est seulement par sa lutte que pourra être paralysé le bras meurtrier des impérialismes rivaux.

Nous n'avons que nos chaînes à rompre pour accéder à un monde meilleur, contre un capitalisme qui prend l'eau de toute part : crise économique, crise sanitaire, crise de l'environnement, famine, inflation galopante faisant fondre nos salaires. Aussi faut-il résolument soutenir le refus des prolétaires qui, des deux côtés de l'affrontement en cours, se refusent à servir de chair à canon. Le seul combat qui vaille d'être mené, c'est la lutte de classe anti-capitaliste contre la chute de la société vers la barbarie.



M.O.
Bilan & Perspectives

22 septembre 2022

47 On apprend ce matin que la Finlande aussi ferme ses frontières aux appelés russes.

Rapport sur l'agitation sociale et économique en Ukraine

Nous reproduisons l'article suivant en solidarité avec Assemblée, un groupe anarchiste basé à Kharkiv qui rend compte des luttes ouvrières en Ukraine des deux côtés de la ligne de front (voir : assembly.org.ua)[48]*. Dans une interview récente, ils ont affirmé : « nous donnons des informations utiles aux travailleurs dans leur confrontation quotidienne avec les patrons ou les agents de l'État, et notre position avec la condamnation des deux Etats en guerre... est assez proche de ceux qui n'ont rien à défendre dans ce trou sombre sans avenir clair ». Ils critiquent également les anarchistes qui, face à la guerre impérialiste, « ont immédiatement fusionné avec la classe dirigeante dans un même élan nationaliste » (voir : umanitanova.org). Malgré nos différences politiques, il est clair que l'Assemblée tente de tracer une voie internationaliste dans les circonstances les plus difficiles. De telles voix critiques sont importantes car elles démontrent que la guerre de classe ne s'arrête pas, même en cas de guerre impérialiste. Elles font également mentir les affirmations de certains anarchistes occidentaux qui ont fait de « l'écoute des voix de l'Ukraine » un synonyme de défense de l'État ukrainien. La crise actuelle, exacerbée par la guerre en Ukraine, conduit à des attaques de plus en plus directes contre la classe ouvrière à travers le monde. Si les travailleurs veulent résister à ces attaques, ils doivent reconnaître qu'ils ont plus en commun les uns avec les autres qu'avec leurs classes dirigeantes. Pour reprendre les mots de l'Assemblée, « pas de guerre, mais guerre sociale ! »*

Le mois en cours a commencé par l'incident d'un premier soir de cet automne, lorsque les habitants de Sofiyivska Borshchagovka, dans la banlieue de Kyïv, ont bloqué la rue en raison de coupures d'eau pour 60 maisons. L'approvisionnement en eau a été coupé en raison d'une dette de plusieurs millions de hryvnias, la station de pompage des eaux usées locale a été fermée. La société de gestion, qui collectait régulièrement de l'argent auprès des consommateurs, ne l'a pas transféré aux sociétés d'énergie depuis l'automne de l'année dernière, puis a fait faillite. Après deux jours sans eau, (t.me) une foule de personnes a bloqué la route très fréquentée en scandant « De l'eau ! De l'eau ! » Cela ne s'était pas produit depuis longtemps ! À 23 heures, les manifestants ont été contraints de se disperser en raison du couvre-feu. Mais à 00 h 07, l'approvisionnement en eau des maisons a repris. Le lendemain, une réunion de tous les représentants a été annoncée pour discuter du problème.

Dans notre Kharkiv, la direction de la ville a laissé les employés de la distribution électrique municipale sans argent. Les travailleurs des services publics risquent leur vie tous les jours sous les interminables roquettes russes, mais aujourd'hui les salaires ont un arriéré de deux mois, et ont été réduits au minimum. La situation s'est aggravée au point qu'hier matin, les chauffeurs de trolleybus et de bus ont refusé de prendre leur service sur les lignes (assembly.org.ua). Les conducteurs de tramways ont des problèmes similaires mais ont travaillé. (...)

Le transfert des fonds pour les salaires depuis le trésor public de la capitale est attendu jusqu'au 16 septembre, sinon les travailleurs menacent de faire grève indéfiniment.

À Zaporijia, les habitants demandent l'arrêt des travaux et la restitution de la place publique à la communauté urbaine. (aitrus.info) Ces travaux ont commencé il y a un an, les constructeurs ont commencé par couper les arbres de la zone verte. Les résidents ont alors exigé une expertise, la construction a été gelée, mais a repris il y a environ deux semaines. Pendant les travaux, un câble de chauffage souterrain a été endommagé. Le 26 août, des habitants se sont rendus sur le site et

48 A lire en intégralité avec les liens sur notre site : https://www.leftcom.org/fr/articles/2022-09-18/rapport-sur-l-agitation-sociale-et-%C3%A9conomique-en-ukraine

ont stoppé les travaux ; les constructeurs ont appelé la police. Le même jour, des représentants de l'administration du district sont venus à une réunion avec la population, promettant de vérifier les fondements juridiques de la construction en cours.

À Marioupol, contrôlée par les Russes et leurs tueurs du bataillon « DPR » [Sparta] depuis le mois de mai, (...) une émeute de la faim a eu lieu en raison du manque d'aide humanitaire de la Croix-Rouge internationale. Les vidéos (t.me) marquant une forte indignation ont été publiées le 30 août depuis le parc Gurov. Parmi les ruines de cette ville fantôme, il reste encore la moitié de la population - environ 200 000 personnes - et personne ne sait comment elles survivront à l'hiver sans emploi ni chauffage. De plus, le fait d'avoir un emploi ne signifie pas non plus d'être rémunéré. Comme nous l'avons déjà signalé, il y a un mois, les travailleurs de la compagnie des eaux se sont mis en grève (libcom.org), et ce n'est qu'ensuite que les autorités russes ont commencé à verser les salaires.

Dans la soirée du 7 septembre, environ 150 manifestants se sont rassemblés devant le poste de police de la rue Morskaya, dans le centre de la ville de Yalta en Crimée, bloquant la circulation le long de cette rue. Ils ont exprimé leur indignation face au fait que les policiers ont libéré « en tant que témoin » l'un des participants du meurtre cruel, étroitement affilié aux structures de pouvoir paramilitaires.
(...)
De l'autre côté de la ligne de front, en Ukraine occidentale, a eu lieu une révolte dans une prison. Le 25 juillet, à 2 heures du matin, les policiers ont reçu un message indiquant que dans la colonie pénitentiaire de Politska, dans la région de Rivne, des détenus avaient organisé une émeute et détruit des biens. Ils se sont barricadés dans la zone résidentielle de l'établissement et n'ont pas laissé entrer le personnel, ont cassé des fenêtres et endommagé des meubles dans les baraquements résidentiels. Ils ont mis le feu à la salle de quarantaine et à la salle à manger. Selon le département principal de la police régionale, les initiateurs étaient des condamnés évacués de la région de Zaporijia. On sait que 75 prisonniers se sont rebellés. L'émeute a mobilisé 100 employés de la prison et 40 policiers. La rébellion a été écrasée. Officiellement, il n'y a pas eu de victimes.

Comme nous l'avons déjà écrit, une entreprise rentable opérait dans la colonie depuis des années avec des ateliers et des manufactures où sont fabriqués des portails, des clôtures, des diverses structures métalliques, des conteneurs et même des arrêts de bus. Ils sont également spécialisés dans les produits en pierre naturelle, par exemple, ils fabriquent des pavés ; et un atelier de couture. La guerre n'a pas arrêté la production. Les forçats se plaignaient des conditions de travail esclavagistes : ils cousaient de 08h00 à 00h30. Chaque équipe dans sa planche horaire devait couper 80 kg de pierre. Ceux qui ne remplissaient pas la norme, c'est à dire la majorité des travailleurs, gagnaient un salaire de misère.

L'automne ne fait que commencer - et il promet déjà d'être chaud, et pas seulement du fait de la guerre. Ensuite, nous vous recommandons de lire cette petite analyse de la manière dont la délocalisation des entreprises vers l'ouest de l'Ukraine peut renforcer la lutte syndicale dans ce pays. (assembly.org.ua)Et d'ailleurs, appréciez cette ruse capitaliste - comment une entreprise de design basée à Moscou, Genpro, recherche des travailleurs à distance en Ukraine pour payer des salaires cinq fois moins élevés (assembly.org.ua), et plus tard, probablement, participer aussi à la reconstruction des villes détruites.

Pas de guerre, mais la guerre sociale !
L'Assemblée, 18 Septembre 2022

Histoire du mouvement ouvrier

NWBCW et le « Bureau international véritable » de 1915

La commission socialiste internationale est créée en 1916 après Zimmerwald, succédant au « Bureau international véritable » créé en 1915 entre le Parti socialiste italien et le parti socialiste suisse à la demande de Morgari[49].

La guerre qui fait à nouveau rage en Europe entre les grandes puissances impérialistes : la Russie d'un côté et l'OTAN, les USA et l'Ukraine de l'autre, nous amène à rappeler l'action des Internationalistes au cours de la première guerre mondiale.

Il nous semble important de noter quelques points sur l'action des révolutionnaires.

1. Nous sommes confrontés à des impatients qui nous accusent de ne pas faire grand chose et de ne pas répondre à la gravité de l'heure avec le sérieux requis. Nous pouvons entendre ces récriminations, mais l'état actuel du milieu prolétarien est encore plus minuscule et éclaté qu'il ne l'était en août 1914. Or, à cette époque il a fallu un an de voyages, de discussions et de tergiversations pour qu'une une conférence internationale soit enfin convoquée à Zimmerwald suivie d'une autre pour qu'une « gauche » radicale émerge à Kienthal et pose les véritables enjeux politiques. Que pouvons nous leur dire maintenant sinon de travailler ensemble ?
2. Nous sommes confrontés à des grincheux qui font la fine bouche et qui trient sans principes politiques clairs les quelques véritables internationalistes qui existent de part le monde. Il n'est pas l'heure de faire ce tri parmi ceux qui s'opposent à la guerre sur un programme révolutionnaire. Dans un premier temps, comme cela c'est fait avant Zimmerwald, toutes les énergies révolutionnaires et internationalistes méritent d'être regroupées. Mais encore l'exemple de la France fut tout à fait significatif avec le Comité pour la Reprise des Relations internationales (CRRI) qui déploya la plus grande activité et qui fut le cœur de l'opposition ouvrière à la guerre. Il regroupait dès le début les syndicalistes révolutionnaires, au-delà de militants du Parti socialiste section de l'Internationale qui a failli. En effet, la raison d'être du CRRI était son opposition à la guerre et à l'Union sacrée, pour rassembler les différents opposants, issus autant du syndicalisme, du socialisme que de l'anarchisme. Voilà la raison d'être des comités NWBCW. Nous verrons en marchant quels seront les plus déterminés dans la future période et ceux qui apporteront les réponses adéquates. Puissions-nous tirer quelques leçons utiles du mouvement de Zimmerwald ?
3. Les leçons de l'histoire sont une chose, la réalité est toujours différente. Nous avons souvent constaté que les guerres impérialistes sont un grand accélérateur de l'histoire. Quatorze a été une rupture énorme pour l'évolution du monde et pour le mouvement ouvrier. C'est pourquoi, aujourd'hui encore, il nous faut rester très ouverts.

49 Proposition de Morgari, voir Procès verbal de la réunion. Évidemment cette proposition est faite à cause de la faillite du Bureau international de l'Internationale - Source : Jules Humbert-Droz. *L'origine de l'Internationale Communiste - De Zimmerwald à Moscou*. Éditions la Baconnière. Neuchâtel. 1968. pp 91-99.

Si l'on regarde uniquement le mouvement ouvrier deux faits sautent immédiatement aux yeux :

a) En 1914, il y avait un mouvement de masse dans certains pays comme en Allemagne, en Russie, en Italie, dans les Balkans et en Grande-Bretagne. La classe ouvrière était très militante.
b) Nous sortons de 45 ans de recul de la lutte de classe et de recomposition de la classe ouvrière. La bourgeoisie était à l'offensive depuis les Reaganomics et la mondialisation.

C'est face à ces difficultés que nous sommes et nous devons savoir utiliser les conséquences de la guerre pour rapprocher le politique et l'économique afin de fournir une étincelle pour une lutte plus consciente de la classe ouvrière au sens large. Ce combat est important si l'on ne veut pas qu'elle retombe une nouvelle fois dans le réformisme.

Nous sommes donc au tout début de la recomposition du mouvement ouvrier. Si l'on veut refaire des analogies historiques, il faut souligner que nous sommes donc bien avant Zimmerwald avec notre proposition de Comités NWBCW. Ce n'est qu'une fois que nous aurons bien mis en évidence les conséquences de la guerre que la voie des discussions entre les militants le plus conscients (c'est-à-dire les révolutionnaires) sera ouverte ouverte, afin de préparer le terrain pour l'Internationale.

> C'est la leçon d'hier : comment la bourgeoisie prépare la guerre impérialiste, et comment le prolétariat doit lutter contre la guerre quand ses efforts pour l'empêcher ont été impuissants. (...) il faut comprendre que les gouvernements ne s'engagent dans ce qui reste pour eux une redoutable aventure que lorsqu'ils ont acquis la quasi-certitude d'entraîner la nation tout entière derrière eux, que lorsqu'ils sont parvenus par un préparation patiente et habile à égarer le prolétariat. Quand la guerre passe, c'est que la classe ouvrière a déjà été vaincue ; défaite écrasante lorsque ses chefs se rallient à l'ennemi de classe, font cause commune avec lui : l'Union sacrée se dresse sur les ruines de l'internationalisme prolétarien.
> Rosmer, *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*

Quelques leçons du mouvement avant Zimmerwald

La déclaration de guerre en août 1914 et la trahison de l'Internationale font place à la sidération pour les socialistes, les syndicalistes et les anarchistes. Il va falloir attendre un certain temps pour que les premières réactions contre la guerre mondiale voient le jour.

1. Débuts des actions des socialistes contre la guerre

a) Après septembre 1914, tous les partis socialistes des pays neutres essayaient de renouer les liens internationaux interrompus par le déclenchement de la Première Guerre mondiale. La toute première initiative vint du Parti socialiste américain, mais elle resta sans écho à cause de sa relative faiblesse et de la position géographiquement isolée de ce parti.

C'est à Lugano que fut organisée le 27 septembre 1914 la première rencontre internationale socialiste qui se prononça clairement contre la guerre. Certes, il s'agissait seulement d'une réunion bilatérale entre partis socialistes de deux États voisins et neutres, mais ce « groupe du sud » formait déjà le premier noyau de ce qui allait devenir le mouvement de Zimmerwald.

Morgari proposa la création d'un « Bureau international véritable, mais provisoire, qui aurait à prendre son activité immédiatement et qui aurait son siège en Suisse »[50]. Les actions internationales des socialistes suisses et italiens prirent vite une dynamique plus radicale. Ce fut

50 Procès verbal de la Conférence in Conférence des deux partis suisses et italiens : Procès-verbal des discussions - [Fragments d'Histoire de la gauche radicale] (archivesautonomies.org)

surtout le cas après l'entrée de l'Italie en guerre en mai 1915. Contrairement aux partis socialistes des autres grands pays de l'Europe occidentale, le Parti socialiste italien (PSI) resta opposé à l'entrée en guerre et continua ses efforts pour une relance de l'internationalisme socialiste.

b) Le Congrès socialiste international de Copenhague des 17 et 18 janvier 1915 fut la première tentative de regrouper les socialistes, y participèrent les socialistes des pays Scandinaves et de Hollande, à laquelle les Suisse et les Italiens refusèrent de participer pensant que c'était une initiative de l'Allemagne. Ce premier congrès était encore plein d'illusions de regrouper les socialistes de tous les pays pour défendre la paix. Il s'ouvrit le dimanche 17 janvier 1915. Les délégués suédois étaient Branting et Ström pour le S.A.P.[51], Herman Lindqvist et Ernst Södeberg pour la L.O[52]. La délégation danoise comprenait T.H. Stauning, F. Borgbjerg, Sigvald Olsen et Carl Madsén, celle de Norvège était constituée de Magnus Nielsen, J. Vidnes, Ole C. Lian et Sverre Iversen. Enfin le Parti social-démocrate des ouvriers des Pays-Bas avait désigné P. Troelstra, H. Van Jol, Vliegen et Wibaut. Outre ces 16 délégués, on rencontrait encore quelques socialistes danois, de Roode, rédacteur du journal socialiste hollandais *Het Volk*, et un représentant du Bund juif, Anna Leepa. Le dimanche 17 janvier 1915, Stauning qui, au nom du Parti danois souhaita la bienvenue aux délégués, déclara que les représentants américains et suisses « n'avaient pas pu être présents », non plus que Morgari, secrétaire du parti socialiste italien[53]

Lénine, de son côté, a demandé à Chliapnikov, alors à Copenhague, de « ne pas aller au Congrès »[54]. En même temps, il l'informe que « les Suisses n'iraient pas » à Copenhague.

L'ordre du jour du congrès était :

1. Action en faveur de la paix
   a) requête aux gouvernements
   b) programme de paix de la Social-démocratie
2. Propositions de Suisse et des États-Unis
   a) projets de réunions d'une conférence des États neutres
   b) projets de convocation d'un congrès des partis socialistes des États neutres
   Cette première conférence rappelle aux socialistes d'œuvrer pour la paix, il n'y avait pas encore de position révolutionnaire bien que la guerre impérialiste mondiale posait la question de la révolution communiste.

Une commission composée de Branting, Nielsen, Stauning et Troelstra rédigea trois résolutions. La première rappelle aux travailleurs sociaux-démocrates « et particulièrement à ceux appartenant aux pays belligérants » les principes de l'Internationale déjà proclamés au Congrès de Copenhague de 1910 et protestait « contre la violation du Droit international au préjudice de la Belgique ».

51 Parti social-démocrate suédois des travailleurs fondé en 1889 (Sveriges Socialdemokratiska Arbetareparti ou SAP)

52 Confédération des Syndicats Suédois (Landsorganisationen - LO)

53 Voir *Le parti social-démocrate suédois et la politique étrangère de la Suède, 1914-1918*, chapitre : Le conflit à l'intérieur du parti, p. 152-169 (de Jean-Pierre Mousson-Lestang, Éditions de la Sorbonne, 1989).

54 Chliapnikov était rentré en Russie clandestinement en avril 1914 sous une identité française (Jacob Noé) ; au début de la guerre il dut quitter la Russie car tous les français valides étaient engagés dans l'armée. Fin septembre 1914, il part donc pour la Scandinavie muni d'un mandat fourni par le Comité de St Saint-Pétersbourg et par la fraction bolchevique de la Douma, qui indiquait qu'il était leur représentant officiel à l'étranger. A cette époque, Chliapnikov n'était pas tout à fait d'accord avec Lénine. Il voulait trouver une solution pour que les mots d'ordre de lutter contre sa propre bourgeoisie en Russie ne favorisent pas trop l'impérialisme allemand.

La seconde, le Congrès demande aux partis sociaux-démocrates des États neutres d'inviter leurs gouvernements à **exercer, séparément ou en commun, une action de médiation de paix auprès des belligérants**. (souligné par nous, l'on voit bien la position pacifiste des délégués de ce congrès). La troisième résolution s'élève contre l'arrestation de 5 membres de la Douma russe coupables d'avoir rédigé un rapport destiné à la présente réunion.

Ces efforts pour reconstituer l'Internationale restaient vains. Alors le 26 avril, le Parti socialiste suisse invite tous les représentants des pays neutres à une nouvelle conférence à Zurich le 30 mai. Là encore, il souhaite que ce soit le B.S.I. (Bureau socialiste international) qui se charge de sa convocation, cependant, il déclare qu'à défaut, il en prendrait l'initiative tout seul.

Pour de nombreux dirigeants socialistes c'était au B.S.I. de convoquer une conférence des Neutres. D'ailleurs lors de la conférence de Copenhague, Scandinaves et Hollandais s'étaient prononcés également pour que le Comité Exécutif du B.S.I. convoquât une conférence socialiste pour la paix.

c) Autres actions et conférences internationales. Une Maison du Peuple existait à Berne depuis 1893. C'est dans ce bâtiment qu'eurent lieu la Conférence internationale des Femmes socialistes (25-26-27 mars 1915) et la Conférence internationale des Jeunesses socialistes (5 - 7 avril 1915) qui prirent toutes deux clairement position contre la guerre[55]. L'initiative du PSI, du parti suisse et de Morgari s'accélère après ces deux conférences.

En avril 1915, le député italien Oddino Morgari, après consultation des Suisses, se rend en France au nom du parti socialiste italien. Morgari faisait partie de l'aile droite du PSI, il était un pacifiste. Il rencontre le leader socialiste belge Émile Vandervelde, président du Comité exécutif du Bureau International. Ses propositions de rencontre internationale ont été catégoriquement rejetées par Vandervelde. A Paris, Morgari a des discussions avec le menchevik Julius Martov qui le convainc de la nécessité d'une conférence des socialistes anti-guerre indépendante du BSI. Cette idée est renforcée par le fait qu'en même temps que les discussions avec Morgari avaient lieu, un manifeste est écrit par l'opposition anti-guerre du SPD. Ce manifeste a fait son chemin en France et inspire l'opposition à la guerre française. Il rencontre également Trotsky, Victor Tchernov, et parmi d'autres socialistes anti-guerre français regroupés autour de Merrheim et de Pierre Monatte. De Paris, Morgari se rend à Londres où le Parti travailliste indépendant (ILP) et le Parti socialiste britannique (BSP) expriment leur intérêt pour une conférence des socialistes anti-guerre. Lors d'une réunion du parti les 15 et 16 mai, le PSI approuve enfin une réunion de tous les partis et groupes socialistes opposés à la guerre.

d) Travaux préparatoire pour Zimmerwald. A nouveau la Maison du Peuple de Berne hébergea le 11 juillet 1915 la réunion préparatoire de la conférence de Zimmerwald[56]. Dans un premier temps les bolcheviks et les autres groupes de gauche ne furent pas invités à la conférence préparatoire de Berne qui devait se limiter aux partis membres du BSI. Ensuite la conférence d'organisation a réuni sept délégués : le bolchevik Grigory Zinoviev, le menchevik Pavel Axelrod, Angelica Balabanoff et Oddino Morgari du Parti socialiste italien, Adolf Warski de la social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie, Maksymilian Horwitz du Parti socialiste polonais – Gauche, et Robert Grimm du Parti socialiste suisse. Seuls les Italiens venaient de l'étranger, les autres participants résidaient en Suisse.

55 Voir résolution de la Conférence in *Berner Tagwacht*, N°88 - 17 avril 1915 : Compte-rendu officiel de la conférence - Fragments d'Histoire de la gauche radicale archivesautonomies.org]

56 Rapport de Zinoviev : Conférence préliminaire à Berne - Zinoviev - [Fragments d'Histoire de la gauche radicale archivesautonomies.org]

La réunion commence par des discussions sur les personnes à inviter à la conférence. Grimm propose que tous les socialistes opposés à la guerre et en faveur d'un renouveau de la lutte des classes soient accueillis. Zinoviev demande que la participation soit limitée à la gauche révolutionnaire. En fin de compte, la réunion décide d'inviter tous les socialistes explicitement opposés à la guerre, y compris les centristes anti-guerre français et allemands tels que Haase et Kautsky. Zinoviev appelle également à la participation de divers groupes de gauche, mais la proposition est à nouveau rejetée. La réunion a décidé de limiter la participation aux membres de la Deuxième Internationale, mais heureusement cette restriction n'a finalement pas été appliquée puisque des syndicalistes y participèrent.

Robert Grimm et d'autres finirent par convaincre d'éminents socialistes opposés à la guerre de participer à la conférence internationale secrète qui se tint du 5 au 9 septembre 1915 à Zimmerwald. Parmi les délégués, venus de douze pays, on trouve, outre les Suisses Fritz Platten, Charles Naine et Carl Vital Moor, Lénine, Zinoviev, Trotski, Karl Radek, Georg Ledebour (Allemagne), Alphonse Merrheim (France) et Giacinto Menotti Serrati (Italie). Grimm bénéficia du fait qu'il avait précocement ouvert les colonnes de la *Berner Tagwacht* à tous les courants socialistes dissidents et qu'il pouvait, comme citoyen d'un pays neutre, agir des deux côtés du front[57].

Les participants adoptèrent un manifeste qui, critiquant le soutien apporté à la guerre par les partis socialistes officiels, appelait à lutter contre elle et à rompre l'union sacrée. Ce texte, notamment parce qu'il portait la signature de socialistes allemands, français, italiens et russes, eut un grand retentissement. La conférence créa une Commission socialiste internationale (CSI), avec secrétariat à Berne dirigé par Grimm. Le mouvement de Zimmerwald devait, pour la majorité de ses partisans, coordonner les activités des opposants socialistes à la guerre avec un bulletin. (Cf. bulletin n°1 reproduit ci-contre).

> Que l'internationalisme ouvrier ne pût mourir, qu'il fallait y rester fidèle même pendant la guerre, nous n'étions pas seuls à le penser. Mais quelles difficultés pour se trouver, pour se rejoindre. Les barrières étaient multiples et solidement jointes. Barrières de l'état de siège, barrières de la censure, barrières gouvernementales renforcées des barrières dressées par les chefs socialistes, syndicalistes, anarchistes.
> Rosmer, *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*

2. Les anarchistes

Dans cette débâcle générale, quel est le rôle des anarchistes ? Le désarroi qui a frappé tous les révolutionnaires a-t-il épargné les anarchistes ? Il serait vain et faux de prétendre qu'ils y aient tous entièrement échappé.

En France, Sébastien Faure (qui a refusé de joindre sa signature à celles de ses camarades - dont Kropotkine et Jean Grave - du Manifeste des 16 qui ont rallié l'Union sacrée) rédige avec les militants restés antimilitaristes un contre-manifeste, que la censure blanchira. « Aux conférences internationales des dirigeants qui disposent à leur fantaisie des peuples comme de dociles troupeaux, nous pensons qu'on doit opposer une conférence internationale des travailleurs du monde entier. Déjà en septembre 1915, s'esquissa, à Zimmerwald, une première tentative en ce sens, et nous applaudîmes en son temps à ce premier effort. Mais ce n'était encore là qu'une ébauche. Cet effort sera renouvelé et il doit atteindre

57 « Le rôle du Berner Tagwacht fut une véritable planche de salut pour les internationalistes « Nos forces étaient encore faibles et dispersées, mais les indications précises que nous pouvions donner à notre visiteur lui permettraient de dresser, dans la Berner Tagwacht, un tableau d'ensemble, exact et fidèle, de la véritable situation en France, et de la Berner Tagwacht la nouvelle irait partout, dans tous les pays, surtout en Allemagne où il était particulièrement important qu'on sût la vérité » (Alfred Rosmer *in Le mouvement ouvrier pendant la guerre. De l'union sacrée à Zimmerwald*, Paris, Librairie du Travail, 1936, p. 369).

l'ampleur que comporte la gravité des circonstances. Les organisations des travailleurs de tous les pays doivent dès aujourd'hui se hâter de constituer un congrès mondial du prolétariat dont l'œuvre sera tout d'abord d'exiger la cessation des hostilités et le désarmement immédiat et définitif des nations ». Clandestinement il continuera à diffuser des tracts qui circuleront jusque dans les tranchées.

Malatesta écrit : « La ligne de conduite des anarchistes est clairement tracée par la logique même de leurs aspirations. La guerre aurait dû être empêchée par la Révolution, ou au moins en inspirant aux gouvernements la peur de la Révolution. La force ou l'audace nécessaire a manqué. La paix doit être imposée par la Révolution ou, au moins, par la menace de la faire. Jusqu'à présent, la force ou la volonté fait défaut »[58]. Cette position ressemble à celles des marxistes révolutionnaires qui comprennent que seule la révolution imposera la paix .

C'est d'ailleurs ce qu'écrit le journal anarchiste suisse *Il Risveglio*[59] sur Zimmerwald sur les divergences parmi les participants: « Ainsi, les socialistes eux-mêmes ne sont pas tous satisfaits de Zimmerwald. Comment le pourrions-nous, à moins de renoncer à toute la richesse de nos idées, à moins d'adhérer à une tactique qui a conduit le socialisme et le syndicalisme à une impuissance totale ? L'Internationale s'est levée ! »

Il poursuit en précisant que Zimmerwald était une conférence des membres de la deuxième Internationale qui avaient failli et de syndicalistes proches de cette dernière. On comprend à la lecture de cet article que *Il Risveglio* demande aux participants à la conférence encore un effort et d'abandonner leur position sur l'État pour créer une véritable internationale.

Toutefois, on constate qu'il y a en gros deux attitudes parmi les anarchistes : ceux qui donnent leur soutien à Zimmerwald et les autres. *Il Risveglio* fait partie de ces derniers. Il écrit dans un nouvel article « que le groupe Libertario en Italie et le groupe Temps Nouveaux à Paris ont donné leur adhésion. Nous continuons à croire qu'ils voulaient simplement se réjouir de la signification morale de la réunion, malgré tout, des hommes de divers pays ennemis »[60]. Pour *Il Risveglio*, Zimmerwald reste une réunion d'étatistes et de ministérialistes....

Indépendamment de la position d'*Il Risveglio*, il est clair que tous les révolutionnaires, quelles que soient leurs positions politiques, ont dû soit adhérer à Zimmerwald soit prendre position par rapport au mouvement. La situation était trop grave pour ne pas adhérer à la seule initiative importante et internationale. Nous estimons que l'initiative NWBCW se conforme aux principes de la Gauche zimmerwaldienne. A nous d'en garder l'esprit pour le faire fructifier dans le monde d'aujourd'hui.

3. Résultats insuffisants de Zimmerwald, ouverture vers le futur....

Bien sûr tous les participants avaient fait des concessions et les résultats étaient maigres par rapport au massacre en cours sur les champs de bataille, le désespoir dans les familles et à la gravité de la situation mondiale. Mais, après l'effondrement des principales organisations ouvrières dans le monde, Zimmerwald était une avancée, une fenêtre d'espoir dans la sanglante boucherie impérialiste.

58 Article d'avril 1916 dans le journal anarchiste anglais *Freedom*.

59 « A propos de Zimmerwald », numéro 426, 1er janvier 1916. (traduction de l'italien par nous).

60 « Pourquoi nous ne sommes pas zimmerwaldiens », numéro 443, 9 septembre 1916. (traduction de l'italien par nous).

On sait comment la conférence s'unit finalement sur un texte de compromis, le *Manifeste de Zimmerwald*. C'est pourquoi, Lénine, Zinoviev et Radek avec Höglund et Nerman signèrent la déclaration de la Gauche zimmerwaldienne : « nous acceptons le Manifeste parce que nous le concevons comme un appel à la lutte et que dans cette lutte, nous voulons marcher la main dans la main avec les autres groupes de l'Internationale », y déclaraient les signataires de la minorité, mais « le *Manifeste* accepté ne nous satisfait pas complètement »[61]. Malgré de vigoureuses protestations contre la guerre « le Centre avait encore vaincu à Zimmerwald » et la conférence « n'avait donné aucun mot d'ordre révolutionnaire »[62]. Au nom des fédérations des jeunesses social-démocrates suédoise et norvégienne, Höglund et Nerman promirent alors à la gauche Zimmerwaldienne créée par Lénine à l'issue de la conférence une aide financière égale à celle qu'allait recevoir la Commission socialiste internationale qui s'installa à Berne[63].

> L'essentiel pour nous c'est que le groupe bolchévik a pu se maintenir sur des positions intransigeantes de classe parce qu'il a suivi le chemin de la préparation minutieuse et souvent microscopique de ses positions révolutionnaires afin de pouvoir affronter les événements. Et s'il faut rechercher ici un enseignement, il réside uniquement dans la nécessité de forger des groupes marxistes dans tous les pays, pouvant s'épauler les uns les autres et tentant, avec la dernière des énergies, d'aboutir à une confrontation des expériences passées afin de définir des positions politiques qui sont les seuls points de repère quand éclate la grande tourmente (...)
>
> *Bilan* n°34, « Le livre du camarade Rosmer et le problème de la guerre »



Internationale sozialistische Kommission zu Bern

Alle Zuschriften und Geldsendungen sind an Nationalrat ROBERT GRIMM in Bern zu richten

Commission socialiste internationale à BERNE

La correspondance doit être adressée au citoyen ROBERT GRIMM, député à Berne

International socialist committee in BERN

The correspondance has to be addressed: comrade ROBERT GRIMM, deputy, Bern

BERN (Schweiz) | BULLETIN Nr. 1 | Ausgegeben am 21. September 1915

Werte Parteigenossen!

Sie erhalten hiermit die erste Nummer unseres Bulletins.

Das *Bulletin* erscheint periodisch in drei Sprachen auf Beschluss der internationalen sozialistischen Konferenz zu Zimmerwald vom 5. bis 8. September 1915, über deren Zustandekommen, Grundlagen und Verlauf der weitere Inhalt des vorliegenden Schreibens orientiert.

Dem hier beigegebenen offiziellen Verhandlungsbericht entnehmen Sie, dass die Konferenz die Einsetzung einer *internationalen sozialistischen Kommission* mit Sitz in *Bern* (Schweiz) beschlossen hat.

Den Ausgangspunkt unserer internationalen Friedensaktion bildet das unten beigedruckte *Manifest*. Es ist unterschrieben von den Delegationen der elf Länder, die die Konferenz beschickt hatten. Natürlich ist es wichtig, dass die erste allgemeine internationale Kundgebung des sozialistischen Proletariats seit Kriegsausbruch eine *möglichst weite Verbreitung* erfahre. Der *Abdruck* des Manifestes in der Arbeiterpresse oder seine Verbreitung als Flugblatt ist aus diesem Grunde sehr erwünscht.

Darüber hinaus aber sollte die *internationale Friedensaktion des Proletariats* unverzüglich *Gegenstand von Verhandlungen und Diskussionen in allen Arbeiterorganisationen*, eventuell in *öffentlichen Versammlungen* bilden. Als Diskussionsgrundlage dürfte sich das Ma-

Illustration 9: Bulletin n°1 de la Commission socialiste internationale du 21 septembre 1915 (contient les textes en français, allemand et anglais du manifeste adopté par les délégués lors de la conférence internationale de Zimmerwald)

Berne fut désignée à Zimmerwald comme siège de la Commission socialiste internationale (CSI). Cette dernière était présidée par Robert Grimm. Angelica Balabanoff y fonctionnait comme interprète et secrétaire, Oddino Morgari y représentait le Parti socialiste italien et Charles Naine le Parti socialiste suisse. C'est encore à Berne à la Maison du Peuple que les réunions de la CSI élargie eurent lieu entre février et mai 1916. A la fin d'avril 1916, la CSI organisa la deuxième conférence à Kienthal. Grimm déclara que le rôle de la CSI se cantonnerait à la publication d'un bulletin international et à la coordination de la propagande contre la guerre, et qu'elle cesserait

61 Cf. marxists.org

62 Cf. Ture Nerman *in Berner Tagwacht*, 5 septembre 1935 : archivesautonomies.org

63 op. cit.

son activité dès que le BSI reprendrait la sienne. Il avait encore l'illusion que l'Internationale reprendrait ses activités normalement.

Ces résultats étaient déjà une réussite. Ils allaient fructifier, sans eux la suite n'aurait certainement pas été possible. Dans les organisations, il existe toujours une droite, un centre et une gauche. La gauche va se développer jusqu'à Kienthal et au-delà. Son action accompagnera les révolution russe et allemande, la fin de la guerre et la création d'une nouvelle Internationale.

Il est enfin temps de comprendre nos responsabilités face à un monde qui est profondément transformé par l'entrée en guerre des grandes puissances impérialistes en Europe et qui a pour but ultime d'isoler et d'étouffer la Chine. Nous entrons dans une nouvelle et longue séquence, nos efforts contre la guerre et, par contre, pour la guerre de classe vont devoir durer pendant plusieurs années. En conséquence :

- ne tombons pas dans l'immédiatisme et ne nous décourageons pas trop vite, notre combat sera long et difficile. Nous devrons nous battre pour convaincre le maximum de camarades à nous rejoindre et à propager nos idées pour détruire une bonne fois le capitalisme et tous les États qui sèment la mort et la misère ;
- dans ce combat titanesque nous ne pouvons pas trier parmi tous ceux qui sont internationalistes et révolutionnaires et qui souhaitent nous rejoindre.

Nous avons un monde meilleur à gagner.

M.O., juillet 2022
Bilan & Perspectives

> La classification des nations impérialistes en pacifistes et guerrières est fausse et dangereuse. Les nations impérialistes sont « pacifistes » ou « guerrières » selon leur intérêt. Un impérialisme nanti est pacifiste. Un impérialisme insatisfait est belliqueux. (...) La distinction entre guerre offensive et guerre défensive, la détermination de l'agresseur (...), le respect des traités, etc., ne sont que des prétextes à tromper les peuples pour les entraîner dans la guerre. (...) Si [le prolétariat] ne se dresse pas d'avance, résolument, contre ce mensonge, il risque d'être emporté par le courant. Une guerre impérialiste suivra une guerre impérialiste, avec toujours plus de ruines, de plus hauts monceaux de cadavres. C'est la leçon d'hier – et d'aujourd'hui – la dure leçon chèrement payée. Elle ne doit pas être perdue.
>
> Rosmer, *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*

Manifeste de la Gauche communiste aux prolétaires d'Europe

[Ce texte a été publié dans le Bulletin international de discussion *n°6 de la Fraction italienne de la Gauche Communiste, en juin 1944. On pourra également le consulter, ainsi que des commentaires additionnels, sur la page : https://archivesautonomies.org/spip.php?article2086]*

Il y a bientôt cinq années que la guerre impérialiste sévit en Europe, avec toutes ses manifestations de misère, de massacres et de dévastation.
Sur les fronts russe, français, italien, des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans sont en train de s'entre-égorger pour les intérêts exclusifs d'un capitalisme sordide et sanglant qui n'obéit qu'à ses lois : le profit, l'accumulation.
Dans le cours de cinq années de guerre, la dernière, celle de la libération de tous les peuples, vous dit-on, bien des programmes trompeurs, pas mal d'illusions ont disparu, faisant tomber le masque derrière lequel se cachait l'odieux visage du capitalisme international.
Dans chaque pays, on vous a mobilisés sur des idéologies différentes mais ayant le même but, le même résultat, vous jeter dans le carnage les uns contre les autres, frères contre frères de misère, ouvriers contre ouvriers.
Le fascisme, le national-socialisme revendiquent l'espace vital pour leurs masses exploitées, ne faisant que cacher leur volonté farouche de s'arracher eux-mêmes de la crise profonde qui les minait par la base.
Le bloc des anglo-russo-américains voulait, paraît-il, vous délivrer du fascisme pour vous rendre vos libertés, vos droits. Mais ces promesses n'étaient que l'appât pour vous faire participer à la guerre, pour éliminer, après l'avoir enfanté, le grand concurrent impérialiste : le fascisme (...)
La Charte de l'Atlantique, le plan de la nouvelle Europe n'étaient que les rideaux derrière lesquels se cachait la vraie signification du conflit : la guerre de brigandage avec son triste cortège de destructions et de massacres dont la classe ouvrière subit toutes les terribles conséquences.

Prolétaires,

On vous dit, on voudrait vous faire croire que cette guerre n'est pas comme toutes les autres. On vous trompe. Tant qu'il y aura des exploiteurs et des exploités, le capitalisme c'est la guerre, la guerre c'est le capitalisme.
La Révolution de 1917 en Russie fut une révolution prolétarienne. Elle fut la preuve éclatante de la capacité politique du prolétariat de s'ériger en classe dominante et de s'orienter vers l'organisation de la société communiste. Elle fut la réponse des masses travailleuses à la guerre impérialiste de 1914-18.
Mais les dirigeants de l'État russe ont, depuis, abandonné les principes de cette Révolution, transformé vos partis communistes en partis nationalistes, dissous l'Internationale Communiste, aidé le capitalisme international à vous jeter dans le carnage.
Si, en Russie, on était resté fidèle au programme de la Révolution et de l'internationalisme, si on avait appelé constamment les masses prolétariennes à unifier leurs luttes contre le capitalisme, si on n'avait pas participé à la mascarade, la Société Des Nations, il aurait été impossible à l'impérialisme de déclencher la guerre.
En participant à la guerre impérialiste avec un groupe de puissances capitalistes, l'État russe a trahi les ouvriers russes et le prolétariat international.

Prolétaires d'Allemagne,

Votre bourgeoisie comptait sur vous, sur votre endurance et sur votre force productive afin de prendre une place d'impérialisme pour dominer le bassin industriel et agraire d'Europe. Après

avoir fait de l'Allemagne une caserne, après vous avoir fait travailler pendant quatre années à un rythme forcené pour préparer les engins de guerre, on vous a jetés dans tous les pays d'Europe pour apporter partout, comme dans chaque conflit impérialiste, la ruine et la dislocation.
Le plan de votre impérialisme a été déjoué par les lois du développement du capitalisme international qui avait depuis 1900 achevé toute possibilité d'épanouissement de la forme impérialiste de domination et, encore plus, de toute expression nationaliste.
La crise profonde qui mine le monde et particulièrement l'Europe est la crise mortelle et insoluble de la société capitaliste.
Seul le prolétariat, au travers de sa révolution communiste, pourra éliminer les causes de la détresse, de la misère des masses travailleuses, des ouvriers.

Ouvriers et soldats,

Le sort de votre bourgeoisie est désormais réglé sur le terrain des compétitions impérialistes. Mais le capitalisme international ne peut pas arrêter la guerre, car c'est sa dernière, son unique possibilité de survivance.
Vos traditions révolutionnaires sont profondément enracinées dans les luttes de classe du passé. En 1918, avec vos chefs prolétariens Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, en 1923, malgré l'opportunisme déjà surgissant dans l'IC, vous avez gravé dans l'Histoire votre volonté et votre puissance révolutionnaire.
Le national-socialisme de Hitler et l'opportunisme de la Troisième Internationale vous ont fait croire que votre sort était lié à la lutte contre le Traité de Versailles. Cette fausse lutte ne pouvait que vous rattacher au programme de votre capitalisme qui se traduisait par un esprit de revanche et la préparation de la guerre actuelle.
Vos intérêts de prolétaires sont uniquement liés aux intérêts de tous les exploités d'Europe et du monde entier.
Vous occupez une place primordiale pour imposer la fin du monstrueux carnage. En suivant l'exemple du prolétariat italien, vous devez engager la lutte contre la production de guerre, vous devez refuser de vous battre contre vos frères ouvriers. Votre révolte doit être une manifestation de lutte de classe. Elle doit se traduire dans les grèves et les agitations de masses. Comme en 1918, le sort de la révolution prolétarienne est soumis à votre capacité de briser les chaînes qui vous attachent à la monstrueuse machine de l'impérialisme allemand.

Ouvriers, travailleurs en Allemagne,

On vous a déportés pour vous faire construire des engins de destruction. Pour chaque ouvrier qui arrive, c'est un ouvrier allemand qui part pour le front.
Quelle que soit votre nationalité, vous êtes des exploités. Votre seul ennemi est le capitalisme allemand et international, vos camarades sont les ouvriers allemands et du monde entier.
Vous portez en vous les traditions et les expériences des luttes de classes de votre pays et du monde entier. Vous n'êtes pas des "étrangers".
Vos revendications, vos intérêts sont identiques à ceux de vos camarades allemands. En participant à la lutte de classe dans l'usine, sur les lieux de travail, vous contribuerez efficacement à briser le cours de la guerre impérialiste.

Ouvriers français,

Lors des grèves de 1936, tous les partis ont manœuvré pour transformer vos justes et légitimes revendications de classe en une manifestation d'adhésion à la guerre qui se préparait. L'ère de

prospérité que les démagogues du Front Populaire vous présentaient comme un plein épanouissement n'était en réalité que la crise profonde du capitalisme français.
Vos éphémères améliorations de vie et de travail n'étaient pas la conséquence d'une reprise économique, mais étaient dictées par la nécessité de la mise en marche de l'industrie de guerre.
L'invasion de la France a été exploitée par tous les responsables du conflit, de gauche et de droite, pour entretenir dans vos esprits une volonté de revanche et de haine contre les prolétariats allemand et italien, qui comme vous, n'ont aucune responsabilité dans le déclenchement de la guerre et, comme vous, subissent les terribles conséquences d'une boucherie voulue et préparée par tous les Etats capitalistes.
Le gouvernement Pétain-Laval vous parle de révolution nationale. C'est la tromperie la plus vulgaire. La méthode la plus réactionnaire pour vous faire subir sans broncher le poids de la défaite militaire au bénéfice exclusif du capitalisme.
Le Comité d'Alger vous fait miroiter le retour à l'abondance, à la prospérité d'avant-guerre. Quelle que soit la couleur ou la forme du gouvernement de demain, les masses travailleuses de France et des autres pays d'Europe, ont à payer un lourd tribut de guerre aux impérialistes anglo-russes-américains, en sus des ruines et des destructions causées par les deux armées en lutte.

Prolétaires français,

Trop parmi vous sont portés à croire, à espérer le bien-être importé par les armées, qu'elles soient anglaises, américaines ou russes.
Les intrigues et les contrastes qui se manifestent déjà au sein de cette "trinité" de larrons au sujet du partage de demain font pressentir que les conditions qui seront imposées au prolétariat seront dures si vous n'empruntez pas le chemin de la lutte de classe.
Trop parmi vous se font les auxiliaires du capitalisme en participant à la guerre des partisans, expression du nationalisme le plus exacerbé.
Vos ennemis ne sont ni le soldat allemand ni le soldat anglais ou américain, mais leur capitalisme qui les pousse à la guerre et à la tuerie, à la mort. Votre ennemi, c'est votre capitalisme, qu'il soit représenté par Laval ou par De Gaulle. Votre liberté n'est liée ni au sort ni aux traditions de votre classe dominante, mais à votre indépendance en tant que classe prolétarienne.
Vous êtes les fils de la Commune de Paris, et c'est seulement en vous inspirant d'elle et de ses principes que vous parviendrez à rompre les liens d'esclavage qui vous lient à l'appareil périmé de la domination capitaliste : les Tables de 1789 et les lois de la Révolution bourgeoise.

Prolétaires de Russie,

En 1917, avec votre parti bolchevik et Lénine, vous renversiez le régime capitaliste pour instaurer la première République des Soviets. Votre geste magnifique de classe ouvrant la période historique de la lutte décisive entre les deux sociétés opposées ; l'ancienne, la bourgeoisie, destinée à disparaître sous le poids de ses contradictions ; la nouvelle, le prolétariat s'érigeant en classe dominante pour se diriger vers la société sans classe, le communisme.
A cette époque aussi, la guerre impérialiste battait son plein. Des millions d'ouvriers tombaient sur les champs de batailles du capitalisme. A l'exemple de votre lutte décisive jaillissait au sein des masses ouvrières la volonté d'en finir avec l'inutile massacre. En brisant le cours de la guerre, votre Révolution devenait le programme, le drapeau de la lutte des exploités du monde. Le capitalisme, "rongé" par la crise économique aggravée par la guerre, tremblait face au mouvement prolétarien qui déferlait sur toute l'Europe.
Cernés par les armées blanches et celles du capitalisme international qui voulait vous avoir par la famine, vous avez réussi à vous dégager de l'étreinte contre-révolutionnaire ; grâce à l'apport

héroïque du prolétariat européen et international qui, empruntant le chemin de la lutte des classes, empêchait la bourgeoisie coalisée d'intervenir contre la révolution prolétarienne.
L'enseignement était décisif, désormais la lutte des classes se développera sur le terrain international, le prolétariat formera son PC et son Internationale sur le programme raffermi par votre Révolution communiste. La bourgeoisie s'orientera vers la répression du mouvement ouvrier et vers la corruption de votre révolution et de votre pouvoir.
La guerre impérialiste actuelle vous trouve non pas avec le prolétariat mais contre lui. Vos alliés ne sont plus la Constitution soviétique de 1917, mais la patrie "socialiste". Vous n'avez plus de camarades comme Lénine et ses compagnons, mais des maréchaux bottés, gradés, comme dans tous les pays capitalistes, emblèmes d'un capitalisme sanglant, massacreur du prolétariat.
On vous dit qu'il n'y a pas de capitalisme chez vous mais votre exploitation est semblable à tous les prolétaires, et votre force de travail disparaît dans le gouffre de la guerre et dans les caisses du capitalisme international. Votre liberté est celle de vous faire tuer pour aider l'impérialisme à survivre. Votre parti de classe a disparu, vos soviets sont effacés, vos syndicats sont des casernes, vos liens avec le prolétariat international sont brisés.

Camarades, ouvriers de Russie,

Chez vous comme partout ailleurs, le capitalisme a semé la ruine et la misère. Les masses prolétariennes d'Europe, comme vous en 1917, attendent le moment favorable pour s'insurger contre les effroyables conditions d'existence imposées par la guerre. Comme vous, elles se dirigeront contre tous les responsables de ce terrible massacre, qu'ils soient fascistes, démocratiques ou russes. Comme vous elles essaient d'abattre le sanglant régime d'oppression qu'est le capitalisme.
Leur drapeau sera votre drapeau de 1917. Leur programme sera votre programme, que vos dirigeants actuels vous ont arraché : la Révolution communiste.
Votre État est coalisé avec les forces de la contre-révolution capitaliste. Vous serez solidaires, vous fraterniserez avec vos camarades de lutte ; vos frères ; vous lutterez à leurs côtés pour rétablir en Russie et dans les autres pays les conditions pour la victoire de la révolution mondiale.

Soldats anglais et américains,

Votre impérialisme ne fait que développer son plan de colonisation et d'esclavage de tous les peuples pour essayer de se sauver de la grave crise qui enveloppe toute la société.
Déjà, avant la guerre, malgré la domination coloniale et l'enrichissement de votre bourgeoisie, vous avez subi le chômage et la misère, les sans-travail ont été des millions.
Contre vos grèves pour des revendications légitimes, votre bourgeoisie n'a pas hésité à employer le moyen le plus barbare de répression : les gaz.
Les ouvriers d'Allemagne, de France, d'Italie et d'Espagne ont des comptes à régler avec leur propre bourgeoisie, responsable au même titre que la vôtre de l'immonde massacre.
On voudra vous faire jouer le rôle de gendarmes, vous jeter contre les masses prolétariennes en révolte.
Vous refuserez de tirer, vous fraterniserez avec les soldats et les travailleurs d'Europe.
Ces luttes sont vos luttes de classe.

Prolétaires d'Europe,

Vous êtes cernés par un monde d'ennemis. Tous les partis, tous les programmes ont sombré dans la guerre ; tous jouissent de vos souffrances, tous unis pour sauver de son écroulement la société capitaliste.

Toute la bande de racailles au service de la haute finance de Hitler à Churchill, de Laval à Pétain, de Staline à Roosevelt, de Mussolini à Bonomi, est sur le plan de la collaboration avec l'État bourgeois pour vous prêcher l'ordre, le travail, la discipline, la patrie, qui se traduisent dans la perpétuité de votre esclavage.
Malgré la trahison des dirigeants de l'État russe, les schémas, les thèses, les prévisions de Marx et Lénine trouvent dans la haute trahison de la situation actuelle leur confirmation éclatante.
Jamais la division entre exploités et exploiteurs n'a été aussi nette, si profonde. Jamais la nécessité d'en finir avec un régime de misère et de sang n'a été si impérieuse.
Avec la tuerie des fronts, avec les massacres de l'aviation, avec les cinq années de restrictions, la famine fait son apparition. La guerre déferle sur le continent, le capitalisme ne sait pas, ne peut pas finir cette guerre.
Ce n'est pas en aidant l'un ou l'autre groupe des deux formes de domination capitaliste, que vous abrégerez le combat. Cette fois, c'est le prolétariat italien qui vous a tracé le chemin de la lutte, de la révolte contre la guerre.
Comme Lénine l'a fait en 1917, il n'y a pas d'autre alternative, d'autre chemin à suivre en dehors de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.
Tant qu'il y aura le régime capitaliste, il n'y aura pour le prolétariat ni pain, ni paix, ni liberté.

Prolétaires communistes,

Il y a beaucoup de partis, trop de partis. Mais tous, jusqu'aux groupuscules du trotskisme, ont sombré dans la contre-révolution.
Un seul parti manque : le parti politique de la classe prolétarienne.
La Gauche Communiste seule est restée avec le prolétariat, fidèle au programme du marxisme, à la Révolution communiste. Ce n'est uniquement que sur ce programme qu'il sera possible de redonner au prolétariat ses organisations, ses armes aptes à pouvoir le conduire à la victoire. Ces armes sont le nouveau Parti Communiste, la nouvelle Internationale.
Contre tout opportunisme, contre tout compromis sur le terrain de la lutte des classes, la Fraction vous appelle à unir votre effort pour aider le prolétariat à se dégager de l'étau capitaliste. Contre les forces coalisées du capitalisme doit s'ériger la force invincible de la classe prolétarienne.

Ouvriers et soldats de tous les pays !

C'est à vous seuls qu'il appartient d'arrêter le terrible massacre sans précédent dans l'histoire.
Ouvriers, arrêtez dans tous les pays la production destinée à tuer vos frères, vos femmes, vos enfants.
Soldats, cessez le feu, baissez les armes !
Fraternisez au-dessus des frontières artificielles du capitalisme.
Unissez-vous sur le front international de classe.

VIVE LA FRATERNISATION DE TOUS LES EXPLOITES !

A BAS LA GUERRE IMPÉRIALISTE !
VIVE LA RÉVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE !

Nous contacter

Site Internet de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste :
www.leftcom.org

info@leftcom.org
ou
page facebook @Bilan&Perspectives
ou
Michel OLIVIER
7 rue Paul Escudier
75009 PARIS

Autres adresses des organisations de la TCI

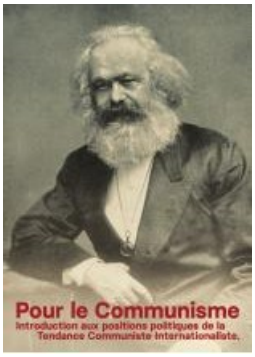
Partito Comunista Internazionalista (Italie) :
info@leftcom.org
Battaglia Communista
CP 1753
20100 Milano

Communist Workers Organisation (Grande Bretagne) :
uk@leftcom.org
CWO
BM CWO
WC1M 3XX LONDON

Gruppe Internationalistischer Kommunistinnen (Allemagne) :
de@leftcom.org
GIK, c/o Rotes Antiquariat
Rungestr. 20, 10179 Berlin

Groupe Internationaliste Ouvrier (IWG, USA) :
iwg@leftcom.org
IWG
P.O. Box 14485 Madison, Wisconsin
WI 53708

Klasbatalo (Canada) :
klasbatalocollective@gmail.com





Catalogue de nos publications en français

Plate-forme de la TCI (3€)

Pour le Communisme : introduction aux positions politiques de la Tendance Communiste Internationaliste (2€)

Les révolutionnaires, les internationalistes, face aux perspectives de guerre et la situation actuelle du prolétariat (BIPR, janvier 2000) (2€)

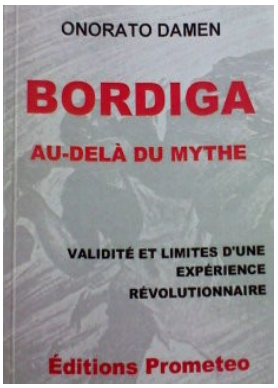


Thèses sur la tactique communiste dans les pays de la périphérie capitaliste (VI° Congrès du Partito Comunista Internazionalista) (2€)

Le bordiguisme et la Gauche italienne (2€)

Approche à la question du parti (2€)

Trotski, le trotskisme, les trotskistes (2€)



Connaissance du mouvement révolutionnaire :

Révolution sociale contre la guerre impérialiste. Réédition de la brochure de Pierre Lanneret, « Les internationalistes du troisième camp en France pendant la Seconde Guerre mondiale » (2€ plus frais de port)

Écrits choisis d'Onorato Damen
(12€ plus 6€ de frais de port)

Onorato Damen, *Bordiga au delà du mythe. Validité et limites d'une expérience révolutionnaire*
Éditions Prometeo (12€ plus 6€ de frais de port)

Miasnikov et le Groupe ouvrier du parti communiste russe, 1922-1937 (imprimerie spéciale)





imprimerie spéciale

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

1. Notre perspective est la réalisation de la société communiste, dans laquelle l'humanité se sera affranchie de l'oppression de l'État, des divisions de classe, des nécessités imposées par l'échange marchand et l'exploitation de l'homme par l'homme, des frontières et séparations nationales. Dans cette société, « *le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous* » (Marx). Bien loin de s'opposer à la communauté humaine ainsi développée, l'individualité trouvera en son sein les conditions de son épanouissement authentique.

2. Une telle société n'a encore jamais existé, nulle part dans le monde. Les régimes qui se sont consolidés avec le stalinisme en Russie, puis étendus en Chine et dans le bloc oriental au XXème siècle, n'étaient que les formes particulières d'une transformation générale du capitalisme. Partout, l'appareil d'État est devenu indispensable à la reproduction des structures de base du capital.

3. Le capitalisme a hérité d'oppressions issues des sociétés de classes antérieures. Miné par ses propres contradictions, il ne se survit qu'à travers des convulsions de plus en plus profondes et insolubles. C'est un désastre qu'il génère dans des proportions qui se cumulent dramatiquement : guerres mondiales, crises économiques, chômage, misère, destruction du vivant sur la planète, exploitations des ressources naturelles, épidémies. Mais ces phénomènes ne sont que les effets des lois inhérentes au capital, qui doit produire toujours plus de marchandises pour accumuler de la valeur. Qu'importe si ces marchandises iront pour la plupart pourrir dans les océans, pourvu qu'elles soient le support de la réalisation de profits. L'humanité ne peut plus supporter le fardeau du capitalisme. Celui-ci a fait son temps et devrait céder la place à une forme supérieure de société, qui utilisera et révolutionnera les forces productives existantes afin de satisfaire les réels besoins humains. La révolution communiste et la communauté humaine sont immédiatement à l'ordre du jour de la lutte des classes.

4. Parce qu'il est exploité par le capital et ne possède aucun privilège à imposer au reste de la société, le prolétariat est la seule et unique classe dont le mouvement peut conduire à la réalisation du communisme. S'il est contraint d'agir à l'intérieur de la société capitaliste pour défendre ses conditions d'existence, il acquiert aussi par cette activité sa conscience de classe propre. Aussi les intérêts immédiats et généraux du prolétariat se ramènent-ils à la lutte pour la révolution communiste. Tout progrès dans ce sens est conditionné par le développement plus large de l'action du prolétariat et de sa réflexion sur celle-ci, indépendamment des organes de l'État capitaliste : système électoral, parlements, syndicats.

5. La première et indispensable étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant acquis, dans la lutte, une conscience de classe, et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.

6. La guerre est devenue mondiale et quasi permanente entre les diverses fractions du capital mondial, retranchées derrière les Etats nationaux. Ces derniers disposent de ressources militaires monstrueuses, menaçant à tout moment de rompre l'équilibre de la terreur par un holocauste nucléaire. Tant que la société sera soumise aux lois aveugles de l'économie marchande, la guerre sera une menace immédiate et insurmontable.

7. Sur le grand échiquier du marché mondial, toute revendication nationale est inévitablement exploitée par les grands État impérialistes. Aussi le prolétariat conscient n'a-t-il aucun intérêt dans la défense de la nation. Il doit s'élever contre la guerre impérialiste et, dans le cas où celle-ci éclaterait, orienter son effort contre la bourgeoisie de part et d'autre des camps opposés pour précipiter le renversement du capitalisme et accélérer sa propre unification.

8. Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui appuiera et orientera la lutte de classe jusqu'à la confrontation ouverte avec l'appareil d'État. La transition au communisme ne peut être que l'œuvre de la classe elle-même, qui exercera son pouvoir sur les ruines des États bourgeois. Ce pouvoir aura pour socle les conseils ouvriers, constitués de délégués élus et révocables en permanence par toutes les sections du prolétariat. Le régime des conseils ouvriers s'appelle la dictature du prolétariat, par opposition à la dictature actuelle de la bourgeoisie. Il ne peut exister sans le renversement violent de l'État bourgeois et de la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial. Il existera jusqu'à la réalisation de la communauté humaine sur l'ensemble de la planète.

9. La Commune de Paris et surtout la Révolution d'Octobre 1917 constituent pour nous des références incontournables. Elles ont montré que la classe ouvrière pouvait renverser l'ordre capitaliste. L'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe ont renversé le mouvement vers la révolution mondiale. Après la défaite de la révolution allemande et plus globalement le reflux de la vague révolutionnaire dans le monde, l'existence du régime des conseils ouvriers dans un pays isolé était condamnée. L'involution de la révolution russe s'accéléra à mesure que le parti de classe cessait de jouer son rôle d'avant-garde pour s'identifier toujours plus à l'appareil de l'État russe, et employait même celui-ci pour réprimer et violenter la classe au nom du « socialisme ».

10. La dégénérescence politique de la Révolution russe et de l'Internationale au cours des années 1920 à 1930 fut combattue par des fractions communistes, notamment par la Gauche communiste d'Italie. La Tendance communiste Internationaliste, dont *Bilan & Perspectives* est l'expression en France, est l'héritière de ce combat. Ces fractions restèrent fidèles à l'internationalisme en rejetant toute participation dans quelque camp que ce soit et dans la Résistance nationaliste pendant la Deuxième Guerre impérialiste. Elles ont continué à développer d'autre part le contenu de la conscience communiste, à la lumière de l'expérience de la contre-révolution stalinienne.

11. Nous continuons l'œuvre que la Révolution russe s'était fixée mais ne put accomplir : l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme. Dans l'immédiat, notre activité s'articule autour de trois aspects : 1° la défense, la clarification, l'actualisation des positions révolutionnaires et le développement de la théorie communiste ; 2° la discussion entre révolutionnaires en vue d'un maximum de clarté politique entraînant leur regroupement ; et 3° l'intervention dans la lutte au sein du prolétariat.